

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

LE DÉLIT
d'ABANDON de FAMILLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Lundi 1^{er} Mai 1933
par Monsieur JEAN LABEDA, Avocat

1933

IMPRIMERIE E. DUMONT
LE NEUBOURG (Eure)

LE DÉLIT

D'ABANDON DE FAMILLE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

LE DÉLIT
d'ABANDON de FAMILLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

soutenue publiquement

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Lundi 1^{er} Mai 1933

par Monsieur JEAN LABEDA, Avocat

1933

IMPRIMERIE E. DUMONT
LE NEUBOURG (Eure)



TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION

Nécessité de la Loi — Origines législatives.	9
--	---

PREMIÈRE PARTIE

CARACTÈRES JURIDIQUES DU DÉLIT D'ABANDON DE FAMILLE

CHAPITRE PREMIER

Caractères généraux du délit.	23
--	-----------

CHAPITRE DEUXIÈME

Eléments constitutifs du délit.	30
--	-----------

SECTION PREMIÈRE. — *Quelles sont les pensions dont le non-paiement entraîne l'existence du délit ?*

A. — Pension due à un conjoint.	31
---	----

B. — Pension due aux ascendants et descendants.	39
---	----

SECTION DEUXIÈME. — *Nécessité d'une décision judiciaire préalable, second élément du délit.*

44

SECTION TROISIÈME. — <i>Forme et durée de l'abstention coupable. . .</i>	51
--	----

SECTION QUATRIÈME. — <i>De l'intention coupable.</i>	57
--	----

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DE LA RÉPRESSION

CHAPITRE PREMIER

Compétence.	68
----------------------------	-----------

SECTION PREMIÈRE. — <i>Compétence ratione materiæ.</i>	68
--	----

SECTION DEUXIÈME. — <i>Compétence ratione loci.</i>	71
---	----

CHAPITRE DEUXIÈME

Procédure.	73
---------------------------	-----------

SECTION PREMIÈRE. — <i>Action publique.</i>	73
---	----

SECTION DEUXIÈME. — <i>Action civile.</i>	76
---	----

CHAPITRE TROISIÈME

Les peines.	80
----------------------------	-----------

SECTION PREMIÈRE. — <i>Peines principales et récidives.</i>	80
---	----

SECTION DEUXIÈME. — <i>Peines complémentaires.</i>	86
--	----

CHAPITRE QUATRIÈME

De l'extension de l'action publique	90
SECTION PREMIÈRE. — <i>Extinction de l'action publique par les voies de droit commun.</i>	90
A. — Amnistie	90
B. — Prescription	91
C. — Chose jugée	91
SECTION DEUXIÈME. — <i>Influence de la modification de la condamnation civile sur l'existence du délit</i>	93

STATISTIQUES — CONCLUSION

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1932 - 1933

DOYEN

M. Henri NEZARD (☼ I. 🌿)

DOYEN HONORAIRE

M. Eustache PILON (☼ I. 🌿)

ASSESSEUR HONORAIRE

M. GOMBEAUX (I. 🌿)

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. CABOUAT (O. ☼ I. 🌿) et DEGOIS (I. 🌿)

PROFESSEURS

- M. NEZARD (☼ I. 🌿) Professeur de Droit Administratif, chargé du Cours de Législation Minière.
- M. GOMBEAUX (I. 🌿) Professeur de Droit Civil, chargé du Cours de Droit International Privé.
- M. BRIDREY (I. 🌿) Professeur de Droit Romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public.
- M. LEPARGNEUR (I. 🌿) Professeur de Droit Commercial, chargé du Cours de Droit Maritime et du Cours de Notariat et d'Enregistrement.
- M. NOYELLE (A. 🌿) Professeur d'Economie Politique.
- M. LEMONNIER (A. 🌿) Professeur de Droit Civil, chargé du Cours de Législation Industrielle.
- M. PERREAU (A. 🌿) Professeur de Droit Criminel.
- M. DEMONTES (A. 🌿) Professeur de Droit Civil, chargé du Cours de Droit Civil Approfondi et Comparé.
- M. LAMPUE, Professeur de Droit International Public et de Droit Constitutionnel, chargé du Cours de Droit Administratif.
- M. YVER Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit Public, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de Normandie.
- M. LEDUC, Agrégé, chargé d'un Cours d'Economie Politique, du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques, et du Cours de Législation financière.
- M. BESNIER, Agrégé, chargé d'un cours de Droit Romain.
- Mlle JACK, chargée des Cours de Procédure Civile et Voies d'Exécution.

SECRÉTAIRE

M. ROUX (I. 🌿) Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen

La Faculté n'entend donner ni approbation,
ni improbation aux opinions émises dans les
Thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. LEMONNIER, Professeur, Président de la Thèse.

PERREAU, Professeur	} Suffragants
DEMONTÈS, Professeur	

LE DÉLIT D'ABANDON DE FAMILLE

Par M. Jean LABÉDA, Avocat

INTRODUCTION

NÉCESSITÉ DE LA LOI - ORIGINES LÉGISLATIVES

Le 7 février 1924 était promulguée une loi créant dans le droit français un délit nouveau : l'abandon de famille.

Aux termes de cette loi, celui qui, au mépris d'une décision de justice le condamnant à payer une pension alimentaire demeurait volontairement plus de trois mois sans en acquitter les termes, était tenu pour coupable d'abandon de famille et puni comme tel de peines sévères par les tribunaux correctionnels.

La nouvelle loi fut, à sa promulgation, favorablement accueillie.

C'est que la nécessité d'une coercition pénale se faisait en cette matière chaque jour plus sentir. On peut même s'étonner que le Parlement français n'ait pas plus rapidement comblé une lacune certaine de notre Code Pénal.

Du reste, l'application de ces dispositions nouvelles fut immédiat et les Parquets furent de suite saisis d'un nombre considérable de plaintes.

C'est dire toute la portée pratique de cette loi.

Après huit années d'existence, une jurisprudence abondante s'est instaurée sur la question.

Simple au premier abord, la notion d'abandon de famille est en réalité assez complexe, et il nous a paru intéressant

d'étudier la manière dont les tribunaux l'ont comprise en l'absence de discussions parlementaires ayant précisé la pensée du législateur, en dehors des travaux des rapporteurs.

Il a été publié sur l'abandon de famille d'excellentes thèses et divers ouvrages de valeur. Mais l'ouvrage, le dernier en date, celui de M. Casanova, remonte à dix-huit mois environ.

Nous avons puisé dans ces travaux les renseignements les plus précieux. Néanmoins, sur un certain nombre de points, la jurisprudence qui s'est instaurée a évolué, ou bien s'est créée dans un sens différent de celui envisagé par ceux qui nous ont précédé. La loi de 1928 n'est pas très ancienne.

Mais les principes directeurs de la jurisprudence ont tout de même été dégagés et mis en lumière.

Il nous a paru utile de faire le point, de marquer la tendance actuelle de la repression et c'est ce qui explique la part prépondérante que nous avons cru devoir donner à l'étude de la jurisprudence.

Nous avons dit que rarement loi répondait à une nécessité plus urgente.

C'est qu'il était pressant de mettre à la disposition du créancier d'aliments un moyen de pression énergique et efficace à la fois sur son débiteur.

Dans la pratique la décision de justice qui lui accordait une pension risquait bien souvent de demeurer lettre morte.

Celui qui obtenait une pension n'avait pour recouvrer sa créance que les moyens d'exécution créés par le Code de Procédure Civile. En l'occurrence, ils se révélaient singulièrement déficients.

D'abord, parce que les diverses procédures de saisie sont longues et coûteuses. De plus le créancier risquait de se trouver souvent en présence de l'insolvabilité de son débiteur récalcitrant. Toute une classe sociale ne possède qu'un actif insuffisant pour faire face aux obligations alimentaires mises à la charge de ses membres. Ceux qui sont plus aisés apportaient fréquemment, par rancune ou mauvaise volonté, les entraves les plus grandes à l'exercice du droit du créancier.

Si ce dernier se décidait à saisir, il ne pouvait le faire que pour les termes échus et à chaque échéance devait recommencer une procédure nouvelle.

Or le créancier d'aliments est un créancier qui a le plus urgent besoin d'être payé. Sa créance est vitale, nécessaire à son existence même. On ne peut donc lui demander de laisser accumuler un nombre de termes suffisants pour que les frais de saisie exposés vailent la peine de l'être.

D'autant que dans ce cas le créancier pouvait se voir opposer la fameuse maxime, aujourd'hui d'ailleurs fort critiquée, "que les pensions alimentaires n'arréragent point" et pour avoir trop attendu pouvait perdre le bénéfice de la décision qui lui permettait de faire face à des besoins de première nécessité.

La loi du 7 février 1924 est venue fort opportunément mettre un terme à cette situation déplorable. Si la crainte du gendarme et de la prison est plus salutaire que celle de la venue problématique d'un huissier, on a bien fait de l'inspirer à une catégorie de débiteurs assez peu intéressants lorsqu'ils sont récalcitrants, car leur résistance présente un caractère particulièrement odieux.

Si la contrainte par corps pour dettes civiles a été justement abolie, par contre, indiscutablement il y avait à créer un délit spécial pour protéger ceux pour lesquels la pension alimentaire est nécessaire pour vivre.

Peut-on du reste se plaindre qu'on ait mis en branle l'appareil repressif, qui, théoriquement, doit servir l'intérêt social avant celui des particuliers ?

Là non plus la controverse ne nous paraît guère possible.

La famille étant la cellule constitutive de la société, celle-ci est intéressée au plus haut degré à ce que ceux qui fondent un foyer ne se dérobent point aux obligations qui leur sont par là même créées. L'intérêt de la société ; l'intérêt du créancier se trouvaient ainsi d'accord et ceux qui se plaignent de voir voter par le Parlement des lois destructrices de la famille ne peuvent cette fois faire le même grief aux législateurs. Que la société se constitue sa propre gardienne, rien de

mieux, et les moralistes se trouveront pour une fois en accord avec les juristes.

Permettre à celui qui doit aide matérielle à son conjoint, et à ses proches de se dérober à ce devoir, c'est saper la société à sa base. Ce serait favoriser l'insouciance et la légèreté dans le mariage que de ne pas punir et punir sévèrement, celui qui, après avoir fondé un foyer, abandonne sa famille, pour reprendre l'expression de la loi.

Les créanciers d'aliments ont du reste parfaitement compris l'importance de l'arme rigide que le Parlement leur mettait dans les mains et le nombre des plaintes a suivi une croissance que nous examinerons plus loin.

Il existait certes déjà dans notre Code Pénal des textes tendant à réprimer les délits de famille en dehors du délit d'adultère.

La loi du 19 avril 1898, venue modifier les articles 312 et 349 du Code Pénal et, avant elle, la loi du 13 mai 1863 avaient frappé de peines sévères ceux qui maltrahaient leurs enfants et leurs parents. Les lois du 24 juillet 1889 et la loi du 15 novembre 1921 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés et du 24 mars 1921 sur le vagabondage des mineurs s'étaient préoccupées de remédier à des états de fait lamentables en suppléant à la carence de parents coupables ou même simplement négligents.

Mais l'inexécution des obligations alimentaires édictées par le Code Civil n'était pas sanctionnée.

Le législateur de 1889 et de 1921 avait eu davantage en vue les moyens de remédier à l'inobservation des devoirs d'assistance ou d'éducation qui incombent aux parents.

L'obligation alimentaire demeurait donc purement civile,

On ne punissait que des délits très spéciaux.

L'article 349 et suivants du Code Pénal réprimait l'exposition ou le délaissement dans un lieu solitaire des enfants ou des incapables hors d'état de se protéger eux mêmes, en aggravant encore les peines lorsque le coupable était un ascendant ou quelqu'un ayant autorité sur l'enfant.

La privation d'aliments ou de soins susceptibles de compromettre la santé des enfants, prévue par l'article 312, aurait pu permettre de réprimer l'abandon de famille, au moins en ce qui concerne les enfants. Mais il eût fallu prouver que cette privation d'aliments, résultant de l'inexécution de l'obligation des articles 205 et suivants avait nui à la santé de l'enfant et la relation de cause à effet aurait été bien difficile à démontrer. Aussi les Tribunaux n'ont-ils pas eu à appliquer ce texte à l'abandon de famille.

D'ailleurs la disposition de l'article 312 ne vise que l'abandon des enfants âgés de moins de quinze ans.

Cette limitation de l'existence du délit à l'abandon d'enfants était fréquente dans les législations étrangères. (1). L'Angleterre, la plupart des Cantons Suisses, la Belgique par la loi du 15 mai 1912 ne punissent que cet abandon. En ce qui concerne ce dernier pays, l'article 60 de la loi du 15 mai 1912 le frappe d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 50 à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des peines plus graves que le fait peut comporter, les père et mère légitimes, naturels ou adoptifs qui abandonnent leur enfant dans le besoin, encore qu'il n'ait pas été laissé seul, qui refusent de le prendre ou qui, l'ayant confié à des tiers refusent de payer l'entretien de l'enfant.

L'Angleterre, elle aussi, n'a réprimé que l'abandon d'enfant. Les lois protectrices de l'enfance y sont nombreuses. L'abandon est puni d'amende et de prison en vertu de la loi du 21 décembre 1908.

L'Autriche assure la même répression dans l'avant-projet du Code Pénal de 1909.

Au rebours, certains Etats des Etats-Unis, (Massachussets, New-York, Columbia, Calitornie) ne punissent que l'abandon matériel du conjoint.

Mais le système français qui relie de façon étroite l'obligation alimentaire civile à l'existence du délit d'abandon de fa-

(1) V. Thèse Latreille

mille ne paraît se retrouver que dans la législation allemande (Article 306 du Code Pénal)

C'est ce qui explique l'originalité de notre législation.

Si l'abandon du conjoint en même temps que de l'enfant est réprimé par beaucoup de dispositions législatives étrangères (Bulgarie, Siam, Hollande, Norvège), aucun système n'apparaît aussi complet et aussi efficace que le nôtre, malgré les lacunes qu'il présente.

Des pays étrangers nous ont ouvert et préparé la voie. Très peu ont relié de façon juridique l'obligation civile au délit pénal.

C'est en cela que la loi française est véritablement une loi protectrice de la famille.

Signalons cependant également la loi norvégienne qui punit de deux années de réclusion l'abandon et les manquements graves à l'égard du conjoint, des enfants, et l'étend aux autres personnes dont on a la surveillance.

Mais observons la différence :

Alors qu'en droit français, seule l'obligation alimentaire est assortie d'une sanction pénale, en Norvège, tous les autres manquements sont réprimés.

En s'en tenant à l'inexécution d'une obligation précise, et déterminée, dont la nécessité aura été préalablement et judiciairement reconnue, la loi française a fait, croyons-nous, œuvre de sagesse. Si grandes qu'en soient les imperfections et les lacunes, elle a rendu de très grands services.

La Hollande (Art. 255 du Code Pénal) punit d'un emprisonnement de deux années et d'une amende de 300 florins, celui qui "délaisse et abandonne volontairement" quelqu'un qu'il est obligé d'entretenir et d'alimenter.

Ici, on ne restreint pas seulement aux membres de la famille la notion d'abandon. Alors qu'en France, le donataire qui doit des aliments au donateur, par exemple, ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, la Hollande ne distingue pas entre l'obligation légale et l'obligation contractuelle d'aliments.

Le Siam (Code Pénal de 1905) et le Pérou ne poursuivent

l'abandon que si des conséquences fâcheuses se sont produites pour la santé de la victime.

Le Code Fédéral Suisse (Art. 264) ne fait qu'une contravention de l'abandon de famille.

Cet article dispose en outre que le Juge peut ne pas prononcer de peines contre le délinquant et ordonner son renvoi dans un asile pour buveurs ou une maison de travail.

Le système suisse n'exige pas qu'il se soit produit des conséquences dans l'état de santé de la victime.

A notre point de vue du reste, les conséquences du délit ne doivent pas réagir sur son existence, au moins pour une infraction de cette nature.

A cet égard, on peut se demander jusqu'à quel point l'inexécution de l'obligation alimentaire n'aurait pu tomber, avant la loi de 1924, sous l'empire des articles 319 et 320 du Code Pénal.

On sait que ces textes punissent ceux qui, par maladresse, imprudence, négligence ou inobservation des règlements commettent involontairement un homicide ou causent à autrui des blessures. Un homme meurt de privations. Ne pouvait-on en rendre responsable pénalement celui qui, par inobservation de la loi sur l'obligation alimentaire, l'a laissé périr ?

Il est curieux que la jurisprudence française n'ait point eu à connaître du cas qui a pourtant dû, surtout avant le vote des lois sociales, se produire en fait. A tout prendre, tous les éléments du délit existaient : l'homicide, la négligence coupable, l'inobservation des règlements.

La question pourrait d'ailleurs se poser encore devant les tribunaux, et une jurisprudence sur ce point serait intéressante. L'abandon de famille et l'homicide par négligence résultant de cet abandon pourraient facilement co-exister.

Avant le dépôt de la proposition de loi de M. Marin, un certain nombre de juristes français s'étaient préoccupés de la question de l'abandon de famille (1).

(1) Casanova p. 5 et suiv. et les Thèses.

Nous ne donnerons ici qu'un court historique de ces origines, en raison des excellents travaux très complets sur ces points de Mlle Dorge et de M. Latreille.

C'est le 17 décembre 1913 que la Société Générale des Prisons fut saisie d'un rapport de M. Tissier (1), professeur à la Faculté de Droit de Paris.

A la suite de la discussion qui s'ouvrit, deux textes furent votés par la première Section de la Société Générale des Prisons. L'un, dont M. Garçon était l'auteur, créait un délit contre les conjoints et les ascendants, comportait des peines d'enfermement et d'amende, et rétablissait la contrainte par corps pour dettes alimentaires. Le délit n'était poursuivi que sur la plainte du conjoint abandonné.

Il était également indiqué que lorsque les enfants abandonnés étaient restés avec l'un des époux ce n'est que sur la plainte de cet époux que l'action publique serait mise en mouvement.

Ce texte avait le grave défaut de ne point préciser les conditions juridiques d'abandon et de ne point régler le sort des enfants dont la garde était, soit confiée à l'époux coupable, soit à toute autre personne que le conjoint abandonné.

Le second texte, dont M. Tissier était l'auteur, était plus précis. .

Il punissait ceux qui, volontairement, laissent sans ressources leurs enfants mineurs, soit en les abandonnant, soit en négligeant de pourvoir à leurs besoins, et ceux qui refuseraient d'exécuter les décisions les condamnant au paiement d'une pension alimentaire envers leurs enfants.

Ces deux textes se complétaient et furent votés ensemble.

Plusieurs associations féminines reprirent l'étude de la question, l'Union Fraternelle des Femmes notamment, qui en 1923, élaborait un texte, lequel largement remanié du reste, fut repris par M. Louis Marin, qui le déposa sur le bureau de la Chambre des Députés le 20 février 1923.

Renvoyé à la Commission de Législation Civile et Crimi-

(1) Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal (Janvier Février 1914. Pages 53 et suivantes).

nelle de la Chambre des Députés, il y fut rapporté par M. Guibal le 3 juillet 1923 (1).

Le rapporteur n'apporta qu'une retouche au travail de M. Louis Marin, en modifiant le paragraphe 3 de l'article 2 qui donnait aux maires le droit de requérir l'ouverture de la procédure dans les cas prévus par la loi en préparation, et concédait ce même droit au représentant qualifié d'une Société d'Assistance et de Patronage légalement reconnue.

Soumis au Parlement, ce texte, qui devait devenir la loi du 7 février 1924, était ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — Sera tenue pour coupable d'abandon de famille et sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 à 2.000 francs, toute personne qui, ayant été condamnée, soit en vertu de la loi du 13 juillet 1907, soit en vertu d'une ordonnance du président du Tribunal ou d'un jugement à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses enfants mineurs, ou à ses ascendants, sera volontairement demeurée plus de trois mois sans acquitter les termes de ladite pension.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée. Les pères et mères condamnés pour abandon de famille pourront être privés de la puissance paternelle et de leurs droits civiques.

Il pourra être fait application de l'article 463 sur les circonstances atténuantes.

Art. 2 — Lorsqu'une personne débitrice d'aliments dans les conditions prévues à l'article 1^{er} au profit de son conjoint, de ses enfants mineurs, ou de ses ascendants est demeurée plus de trois mois sans acquitter les termes de la pension, elle devra être préalablement appelée devant le Juge de Paix aux fins de ce constat, et ce au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Le magistrat recueille les explications des parties et dresse du tout procès-verbal, qu'il transmet au Procureur de la République, Au cas de décès de l'un des époux et

(1) Journal Officiel Doc Ann. 1923 N° 6304.

de manquement par l'autre époux à ses obligations alimentaires vis à vis de ses enfants mineurs, la convocation devant le Juge de Paix pourra être requise, soit par le subrogé tuteur, ou un membre du Conseil de famille, soit par le Procureur de la République.

Art. 3. — L'article 22 du Code Civil est complété comme suit : « Il en sera de même si le mari a été condamné pour abandon de famille ».

Adopté sans débat par la Chambre des Députés, le 9 juillet 1923, le texte fut transmis au Sénat et rapporté par M. Gourju, le 17 janvier 1924.

Aucune modification ne fut soumise par le rapporteur à la Haute Assemblée.

La proposition de loi votée par la Chambre vint donc en discussion devant le Sénat le 1^{er} février 1924. Après de courtes observations de M. Mauger, précisant la nécessité de la mauvaise foi pour l'existence du délit, les trois articles de la proposition furent adoptés et après déclaration d'urgence, ils devinrent la loi 7 février 1924, dans les termes indiqués plus haut.

Cette loi n'était pas parfaite. Il s'en fallait même de beaucoup. (1)

Excellente dans son principe, on peut dire que les parlementaires qui l'avaient votée en voulant apporter trop de précision, avaient laissé bien des lacunes.

D'abord, par une rédaction défectueuse, les auteurs de la loi avaient restreint aux conjoints, aux enfants mineurs et aux descendants la portée de la loi. En outre, elle ne visait que les pensions payables en argent, sans envisager le cas des aliments payables en nature.

La privation des droits civiques et la déchéance de puissance paternelle ne s'appliquaient en cas de condamnation pour abandon de famille qu'aux seuls pères et mères. Or c'était là créer une exception choquante pour les descendants et ascendants autres que les pères et mères et cette inégalité de traitement ne

(1) V. Th. DORGE.

se concevait pas, puisque l'obligation alimentaire ne change pas, en droit civil, selon la parenté ou l'alliance qui unissent créanciers et débiteurs d'aliments.

La loi était muette quant à la compétence "ratione loci" et surtout créait une procédure de constat dont l'utilité était loin d'être démontrée ?

Pourquoi faire dresser procès-verbal par le Juge de Paix des déclarations des intéressés, alors qu'il leur était possible de fournir leurs explications au tribunal correctionnel ? L'un comme témoin, l'autre comme inculpé ? A quoi servait la constatation par le magistrat cantonal du non paiement facilement vérifiable par la production ou l'absence de quittances ?

Enfin la mise en mouvement de l'action publique par la transmission du procès-verbal du Juge de Paix au Procureur de la République n'était pas de nature à rendre plus prompte la décision des juges correctionnels. Bref, ce qui était apparu au rapporteur au Sénat comme une garantie se révéla, dans la pratique, inutile et lent.

Une modification s'imposait donc et ce fut encore M. Louis MARIN qui en prit l'initiative.

Il déposa le 7 avril 1925 une nouvelle proposition de loi destinée à compléter et à étendre certaines dispositions de la loi du 7 février 1924.

Cette proposition, qui devait être assez sérieusement remaniée à la Commission de Législation Civile et Criminelle de la Chambre des Députés ne supprimait pas la procédure de constat devant le Juge de Paix dont nous avons souligné plus haut l'utilité très contestable. Tout au contraire, elle en précisait les détails d'une manière minutieuse. Elle permettait d'entamer cette procédure devant le magistrat cantonal du domicile de l'abandonné, mais par une curieuse complication, renvoyait la cause en jugement devant le tribunal correctionnel du lieu où le titre de pension avait été obtenu, ce qui, dans la pratique, eût entraîné pas mal de difficultés et de lenteurs.

Pour le surplus, la proposition nouvelle remédiait aux inconvénients signalés plus haut. Elle rectifiait les termes imprécis

et impropres de la loi de 1924, quant à la condamnation par le Juge de Paix, d'un des époux en vertu de la loi du 13 juillet 1907.

Le Juge de Paix dans ce cas ne prononce pas, en effet, de condamnation. Il se borne à donner à l'autre époux l'autorisation de toucher une partie des salaires de son conjoint.

D'autre part, elle supprimait le mot « mineurs » concernant les enfants en faveur desquels la loi sur l'abandon de famille devait jouer.

La déchéance des droits civiques était en outre étendue, des pères et mères condamnés, à toute personne reconnue coupable du délit.

Enfin, la loi, au début de son application, ne permettait pas de poursuivre les débiteurs involontairement défaillants. Avec le système proposé, ces derniers auraient pu être poursuivis et punis toutes les fois que leur insolvabilité aurait été le résultat de leur inconduite habituelle, de leur paresse et de leur ivrognerie. Les actes et procès-verbaux dressés pour l'application de la loi sur l'abandon de famille étaient visés pour timbre et enregistrés en débet.

M. CAUTRU, député du Calvados, chargé de rapporter cette proposition de loi de M. MARIN, lui fit subir, au nom de la Commission de Législation, des modifications assez profondes.

Acceptant la rectification proposée pour les décisions des Juges de Paix rendues en application de la loi du 13 juillet 1907, et pour l'extension aux pensions alimentaires dûes aux enfants même majeurs, des pénalités prévues au cas de non paiement, la Commission repoussait le droit de poursuivre les débiteurs défaillants pour les arrérages échus antérieurement à la promulgation de la loi de 1924, ainsi que la recherche par les tribunaux des causes de l'insolvabilité des débiteurs.

Appréciant les lenteurs de la procédure préalable devant le Juge de Paix, la Commission la supprimait purement et simplement, attribuant pour le jugement du délit, compétence au tribunal du lieu du paiement (1).

(1) Journal Officiel. Dom Ann. 1927 N° 4204.

Ainsi amendée par la Commission, la proposition de loi fut adoptée, sans débat, par la Chambre des Députés le 17 mars 1927.

Rapportée le 12 mars 1928 au Sénat par M. LUGOL, elle fut également adoptée par la Haute Assemblée, sans modification, le 17 mars 1928.

La rédaction définitive de la loi sur l'abandon de famille, après les modifications de la loi du 3 avril 1928 est donc la suivante :

Art. 1^{er}. — Sera tenue pour coupable d'abandon de famille et sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de 100 à 2000 francs, toute personne qui, au mépris d'une décision rendue contre elle en vertu de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907, ou en méconnaissance d'une ordonnance ou d'un jugement l'ayant condamnée à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses descendants ou à ses ascendants, sera volontairement demeurée plus de trois mois sans fournir les subsides déterminées par le Juge ni acquitter les termes de la pension.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée. Toute personne condamnée pour abandon de famille pourra être privée de ses droits civiques.

Les pères et mères pourront en outre être déchus de la puissance paternelle.

Il pourra être fait application de l'article 463 du Code Pénal.

Art. 2. — Le tribunal compétent pour connaître du délit sera celui dans la circonscription duquel la pension devait être payée ou les subsides fournis.

Le titre de pension et tous actes de poursuite et d'exécution auxquels il aurait été procédé devront être déposés entre les mains du Procureur de la République en même temps que la plainte.

C'est ce texte qui est encore en vigueur actuellement et que nous étudierons plus spécialement au point de vue de la jurisprudence à laquelle il a donné lieu.

Après avoir étudié la nature du délit d'abandon de famille, ainsi que ses éléments constitutifs, nous examinerons la manière dont s'exerce la répression.

Nous nous proposons ensuite de voir quelles ont été en huit années d'application les conséquences judiciaires et sociales de la loi.

Il nous a paru intéressant de donner à la jurisprudence une

place plus étendue que dans les thèses parues précédemment.

Ces ouvrages ont doctrinairement examiné les problèmes. Plus que la doctrine, nous avons voulu voir le développement jurisprudentiel. Parfois en contradiction avec la doctrine, notre but est plus encore de signaler la jurisprudence que de l'analyser. Nous ne manquerons pas de dire ce que nous pensons des décisions des tribunaux que nous citerons, mais l'important est de faire le point, de dégager les grands courants qui se manifestent dans les décisions et dans les arrêts. Tel est le but de cette thèse.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU DÉLIT D'ABANDON DE FAMILLE

Les lois sur l'abandon de famille ressortissent incontestablement du droit pénal.

La subordination de l'existence du délit à la préexistence d'une condamnation civile au paiement d'une pension alimentaire ne lui enlève pas ce caractère.

La loi du 7 février 1924 et celle du 3 avril 1928 ne sont donc pas des lois rétroactives. Cette question qui pouvait avoir un intérêt au début de l'application de ces textes, n'en offre plus qu'un très relatif.

D'ailleurs, le texte proposé par M. Louis Marin dans sa proposition de loi rectificative comportait la rétroactivité et permettait de poursuivre les débiteurs pour des arrérages échus antérieurement à la promulgation de la loi. Le Parlement n'a pas accepté cette suggestion, absolument contraire aux principes généraux du droit pénal. Le seul fait de ce rejet prouve surabondamment que la rétroactivité des lois du 7 février 1924 et 3 avril 1928 ne saurait s'admettre.

Mais il est difficile de faire cadrer toujours le délit d'abandon de famille avec les principes généraux. On l'a bien vu lorsqu'il s'est agi de faire interpréter les textes sur l'abandon de famille par les tribunaux.

C'est une règle que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement et en faveur du prévenu. Or, si les Cours d'Appel se

sont orientées dans cette voie, la Cour de Cassation a refusé de les y suivre.

Tout au contraire, comme nous le verrons, elle a étendu la notion d'abandon de famille d'une manière extrêmement large.

A l'interprétation favorable à l'inculpé, la Cour Suprême a préféré l'interprétation favorable à la Société et à la Famille.

Que cela réponde aux vœux des auteurs de la loi, ce n'est pas douteux. M. Louis Marin, son principal promoteur, ne trouve même pas assez sévère la répression qui s'est exercée. Il a même été, nous semble-t-il, assez injuste en nous écrivant que "les magistrats avaient singulièrement mal appliqué la loi, avec une indolence pleine de mauvaise volonté".

L'étude de la jurisprudence ne montre pas que ce grief soit fondé. Quel que soit le louable désir de l'honorable député de Meurthe-et-Moselle de voir poursuivre vigoureusement un délit particulièrement odieux, nous estimons que, bien loin de marquer une tendance à la mauvaise volonté, la Cour de Cassation a marqué au contraire une tendance un peu exagérée en sens inverse, dénaturant même parfois des règles certaines du droit et notamment du droit civil pour faire appliquer la loi à des délinquants qui pouvaient pourtant parfois se croire à l'abri des poursuites. Nous aurons l'occasion de voir de nombreux exemples de cette tendance.

Les lois sur l'abandon de famille sont en outre des lois d'ordre public. Lois de police et de sûreté, elles s'appliquent à tous les habitants du territoire français, conformément à l'article 3 du Code Civil.

Ainsi en a décidé le Tribunal Correctionnel de la Seine le 24 décembre 1930 (D. H. 1931-94) par un attendu des plus formels sur le cas d'un citoyen espagnol :

Attendu que, d'après l'article 143 du Code Civil Espagnol, les époux sont principalement obligés de se fournir des aliments ; que si cette législation n'a pas sanctionné cette obligation par une pénalité, il n'en reste pas moins que les lois de 1924 et de 1928, intervenues dans un but social, s'imposent même aux étrangers résidant en France, conformément à l'article 3 du Code Civil...

Au cas où le délit aurait été commis hors de France, par

l'étranger, après sa condamnation à une pension alimentaire par un tribunal français, M. Casanova pense que, malgré l'absence d'une législation internationale en la matière, il faudra, conformément aux principes généraux, condamner par défaut le délinquant et entamer une procédure d'extradition.

Ainsi en a décidé le 3 décembre 1925 la Cour d'Appel d'Alger (Rec. des Sommaires 1926 P. 700) (1).

Nous nous rallions à ce point de vue qui ne paraît pas discutable.

La loi du 3 avril 1903 recevra également son application et les étrangers ne seront pas poursuivis, qui justifieront avoir été jugés hors de France.

Nous examinerons plus loin le sort des décisions de justice rendues par les tribunaux étrangers, quant à leur sanction pénale par la justice française et notamment le point de savoir si, au cas où une condamnation a été prononcée par un tribunal étranger, à une pension alimentaire, il est nécessaire que l'exéquatur soit accordé pour poursuivre l'étranger en cas de non paiement.

Les Français résidant hors de France sont passibles à notre avis des peines de l'abandon de famille, si l'équivalent du délit n'existe pas dans le pays étranger où il réside et si par conséquent, aucune poursuite n'a été dirigée contre le français coupable.

Il faudra également que les trois conditions nécessaires pour baser une poursuite :

1^o Le retour de l'inculpé en France ;

2^o L'identité d'incrimination ;

3^o La dénonciation de la partie lésée ou de l'Etat étranger se trouvent réunies.

Mais nous soulignons que la plainte nécessaire à la poursuite n'est requise qu'en vertu des règles générales qui président à la répression des délits commis par des Français hors de France,

(1) Casanova Op. Cit. Page 19

et non pas en raison des termes mêmes de la loi du 3 avril 1928 sur l'abandon de famille.

Nous étudierons en effet un peu plus loin le point de savoir si la rédaction ambiguë de la loi a pour conséquence de nécessiter cette plainte pour mettre en mouvement l'action publique. Disons dès maintenant que nous ne le pensons pas. Mais cette solution ne s'imposera que pour les délits commis en France.

Le délit d'abandon de famille est incontestablement un délit de droit commun.

C'est aussi un délit contre les particuliers, mais qui est la sanction pénale d'une obligation de famille.

Déjà le 11 février 1914, à la Société Générale des prisons, M. Garçon proposait de "donner une sanction pénale à l'obligation sociale prévue par le Code Civil d'éducation, d'assistance qui s'ajoute à celle de la subsistance".

Et comme corollaire à la repression de l'adultère sanctionnant le devoir de fidélité entre époux, il offrait de punir les manquements aux autres obligations dérivant du mariage.

C'est bien dans cet esprit que la loi a été conçue et votée.

On a repris à ce moment le vieil argument que ces sortes d'obligations doivent échapper au législateur (1).

M Casanova a répondu à juste titre que des précédents avaient existé où le législateur réglait des matières de cet ordre, autrefois laissées délibérément de côté. Ainsi la protection de l'enfance malheureuse et coupable qui, au XIX^e siècle, a été réglée par la loi, après l'avoir été longtemps par la coutume.

Mais la loi sur l'abandon de famille sanctionne une obligation familiale spéciale. Ce n'est pas l'obligation purement morale qu'elle sanctionne, comme l'art. 336 du Code Pénal sanctionne le devoir de fidélité, ou l'article 357 sanctionne le droit de garde de l'enfant attaché à la puissance paternelle ; c'est une obligation familiale pécuniaire qui reçoit l'aide de la loi pénale.

De là cet élément original du délit qui consiste dans la né-

cessité préalable d'une décision de justice, fixant l'étendue de l'obligation alimentaire.

Ainsi la notion d'abandon se trouve-t-elle facile à concevoir, à l'encontre des autres législations qui n'ont pas précisé cette notion avec autant de netteté que la loi française.

Délit d'inaction, l'abandon de famille consiste dans le non paiement d'une dette d'argent et c'est le caractère de la dette qui rend ce non paiement punissable.

Ainsi se trouvent dans une certaine mesure justifiées les critiques de ceux qui ont voulu voir dans l'abandon de famille une restauration de la contrainte par corps pour dettes civiles.

Mais, tandis que la défaillance des débiteurs ordinaires ne lèse pas la Société, il en est manifestement autrement pour les dettes alimentaires. Et cet intérêt social justifierait une manière d'exécution sur la personne du coupable.

Encore est-il qu'on ne saurait évidemment assimiler le délit d'abandon de famille à la contrainte par corps pour dettes civiles, la contrainte par corps étant une mesure d'exécution directe et le délit d'abandon de famille une infraction dont la poursuite n'est pas laissée aux particuliers comme nous le verrons plus loin.

Le délit d'abandon de famille est également un délit continu. En effet, une fois le délai de 3 mois expiré, le délit persiste. Il ne s'arrêtera que lorsque le coupable aura payé sa dette. Et dans ce cas il faudra un nouveau délai de 3 mois pour qu'un second délit puisse exister.

C'est ce qu'implicitement, dans un arrêt dont nous examinerons la valeur au point de vue de la récidive, la Cour de Dijon a décidé le 13 octobre 1931 (D. H. 516). Cet arrêt a considéré pour l'existence de la récidive, qu'il était suffisant que la volonté de ne pas acquitter les termes de la pension ait persisté après le jour où la décision l'ayant déjà condamné pour un délit de même nature est devenue définitive et avant que soient engagées de nouvelles poursuites. Il ne serait pas nécessaire qu'un nouveau délai de 3 mois se soit écoulé entre le jugement primitif et la nouvelle citation.

Nous examinerons plus loin, s'il faut suivre la Cour de Dijon dans sa théorie de la récidive.

Mais en tous cas, en ce qui concerne le caractère continu de l'infraction, cet arrêt est absolument net. La condamnation n'a pas fait disparaître le délit qui continue d'exister sans qu'il soit besoin d'un nouveau délai de 3 mois.

Est-ce un délit permanent ou un délit successif ?

Le doute sur ce point ne nous paraît guère possible et c'est dans la catégorie des délits successifs qu'il faut classer l'infraction que nous étudions. L'infraction, l'état délictueux ne cessent que par la volonté de l'agent.

De ce caractère continu successif du délit d'abandon de famille, on a cependant déduit des conséquences qui nous semblent inacceptables.

D'abord sur la date du délit. C'est le jour, dit notamment M. Casanova, où expire le délai de trois mois, qui marque le point de départ de l'état délictueux. A notre avis cette thèse a, à sa base, une confusion certaine. Le caractère continu du délit d'abandon de famille ne se déduit pas du temps requis par la loi pour son exécution, comme semble le croire M. Casanova. Une infraction peut être instantanée quel que soit le temps de son exécution, si elle prend fin aussitôt après son accomplissement, ce qui n'est manifestement pas le cas du délit d'abandon de famille.

Dès lors, il nous apparaît que le caractère continu du délit qui nous occupe entraîne comme conséquence le départ de la prescription à dater du jour de la cessation de l'état délictueux par un nouveau paiement. Mais ce caractère continu n'implique pas forcément la fixation de la naissance du délit au jour de l'expiration du délai de trois mois fixé par la loi.

Le délit d'abandon de famille étant un délit d'inaction, c'est au jour du commencement de cette inaction qu'il faut à notre avis placer la date du délit. L'infraction ne sera punissable que trois mois plus tard, mais c'est à ce jour que l'inaction coupable a débuté.

Ceci entraîne également de notre part une opposition de

vues avec les auteurs qui nous ont précédé sur le lieu du délit. Le lieu du délit n'est pas situé à l'endroit où la pension est exigible à l'expiration du délai de trois mois, mais à l'endroit où elle est exigible au début de ce délai. Si cet endroit change dans le cours des trois mois, c'est néanmoins à notre avis à l'endroit où le premier paiement eût dû être effectué que se placera le lieu du délit et qui déterminera la compétence *ratione loci*.

Nous examinerons du reste un peu plus loin les difficultés que pose la compétence fixée par la loi du 3 avril 1928.

CHAPITRE DEUXIÈME

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT

Après avoir étudié la nature juridique de l'infraction, il nous revient d'examiner les éléments constitutifs de l'infraction.

N'étant pas un délit contraventionnel, le délit d'abandon de famille comporte deux éléments : un élément matériel : le non-paiement, et un élément intentionnel : la volonté coupable de l'agent.

Nous examinerons séparément chacun de ces deux éléments qui nécessiteront d'assez longs développements.

SECTION PREMIÈRE

LE NON-PAIEMENT, ÉLÉMENT MATÉRIEL DU DÉLIT

I. — Quelles sont les pensions dont le non-paiement entraîne l'existence d'une infraction ?

La loi du 7 février 1924, venant au secours d'une obligation de famille a sanctionné l'inobservation des obligations créées par le Code à celui qui fonde un foyer.

Cette solution résulte sans conteste de la rédaction des textes qui précisent que seules peuvent faire l'objet d'une sanction pénale les pensions dues à un conjoint en vertu de la loi du 13 juillet 1907, art. 7, ou dues à un conjoint, à des descendants ou à des ascendants, en vertu des articles 203, 212 et 214 du Code Civil.

Du fait que les lois pénales doivent s'interpréter restrictivement, il résulte que de façon indiscutable les autres pensions

alimentaires ne doivent pas, en cas de non-paiement, donner lieu à des poursuites. Il en serait ainsi par exemple des aliments accordés au donateur à l'encontre du donataire en vertu de l'article 955 du Code Civil, sauf bien entendu le cas où donateur et donataire seraient liés par des liens de consanguinité ou d'alliance entraînant eux-mêmes une obligation alimentaire.

I. — Pension due à un conjoint — La loi n'a pas distingué entre le mari et la femme, M. Grimanelli signalait jadis à la Société des prisons le cas où un mari âgé serait abandonné par sa femme plus jeune. Quel que soit le débiteur par conséquent, la loi du 7 février 1924 recevra son application.

Mais, en outre, elle sera applicable, quelle que soit la forme dans laquelle la condamnation au paiement d'une pension aura été ordonnée.

Il peut paraître surprenant cependant que la loi ait visé expressément à cet égard l'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907. En vertu de cet article, si l'un des époux refuse de subvenir spontanément dans la mesure de ses moyens aux charges du ménage, l'autre époux peut obtenir du Juge de Paix l'autorisation de saisir, arrêter ou de toucher sur le salaire de son conjoint une part proportionnelle à ses besoins.

La loi du 7 février 1924 et la modification du 3 avril 1928 ont entendu assimiler cette autorisation à une condamnation à une pension alimentaire. Cela résulte nettement du rapport de M. Cautru, notamment. Mais cette disposition ne paraît pas devoir avoir une très grande portée.

Puisque l'époux qui aura ainsi obtenu des subsides n'aura pas à s'en remettre à son conjoint du soin de les recevoir, puisqu'il touchera directement de l'employeur les sommes que le Juge de Paix l'aura autorisé à percevoir, on ne voit guère comment ces subsides pourraient n'être pas versés.

D'autant mieux que l'article 7 est complété par l'article 9 qui prévoit la signification aux tiers saisis des jugements rendus en vertu de l'article 7.

Le soin qu'a pris la loi sur l'abandon de famille de se référer à la loi du 13 juillet 1907 paraît donc bien superflu.

La loi de 1924 avait d'ailleurs commis l'erreur de se référer à la loi de 1907 en déclarant punissable celui qui se refusait à payer une pension alimentaire à laquelle il avait été condamné par le Juge de Paix.

Le tribunal de Valenciennes refusa avec juste raison d'appliquer cette disposition en jugeant que le Juge de Paix se bornait à donner une simple autorisation de toucher sans prononcer de condamnation.

M. Louis Marin dans sa proposition de loi rectificative, indiqua qu'il voulait assimiler à une condamnation cette autorisation. Il semble assez illogique de confondre au point de vue pénal ce qui reste distinct civilement.

Si une autre décision de justice condamne l'un des conjoints à verser à l'autre une pension alimentaire, il est hors de doute que le défaut de paiement entraînera la répression.

Aucune difficulté ne peut surgir touchant les pensions payables au cours du mariage soit pendant la durée de l'instance en divorce, soit après le prononcé d'une séparation de corps.

S'il survient même une conversion de séparation de corps en divorce, nous pensons que la pension *alimentaire* allouée par le jugement de séparation de corps, subsistant en vertu de l'article 310 du Code Civil, très certainement elle tombera dans le champ d'application des lois du 7 février 1924 et du 3 avril 1928.

Sans doute, il est difficile de définir le caractère de la pension ainsi maintenue. Est-elle indemnitaire ou alimentaire ? Car après la conversion, la dissolution du lien conjugal fait disparaître l'obligation alimentaire, qui subsiste pendant la séparation de corps. La jurisprudence a du reste fait une distinction : en cas de séparation prononcée aux torts respectifs des époux, elle supprime la pension purement et simplement par le jugement de conversion (D. P. 1909. 2. 239. Note 1-3. Douai 8 mars. 1909. — D. P. 1909. 2. 239. Lyon 14 décembre. 1911. — D. P. 1911. 2. 271 et la note 1. Aix 19 février 1913. 2. 263).

Il semblerait donc que la pension conservée à l'époux qui l'a obtenue par le jugement prononçant à son profit la séparation de corps, perd son caractère alimentaire et que l'article 310 ne la maintient que pour satisfaire aux prescriptions de l'article 301. Et pourtant, la jurisprudence paraît trouver dans l'article 310 un droit spécial à pension au profit de l'époux qui a obtenu la séparation de corps, et pour la maintenir après la conversion estime inutile de s'appuyer sur l'article 301, quand même cette pension aurait été allouée dans le premier jugement en vertu de l'article 212 du Code Civil. (Comp. Paris 16 juin 1888, D. P. 91. 2. 175).

Il suit de là que la pension ne saurait être ramenée dans les limites de l'article 301, si elle excède le tiers des revenus de l'époux condamné à la servir.

Cette controverse, du reste, ne présente qu'un intérêt tout à fait théorique, car, comme on le verra un peu plus loin (1), la Cour de Cassation déclare applicable la loi sur l'abandon de famille aussi bien aux pensions issues de l'article 301, et présentant comme telles le caractère indemnitaire, qu'à celles dérivées de l'article 212 du Code Civil et présentant comme telles le caractère alimentaire.

Néanmoins, en raison de ce que nous dirons plus loin de cette jurisprudence, nous avons estimé utile de marquer au passage cette distinction.

Le point est cependant délicat. Il l'est plus encore lorsqu'il s'agit d'une pension payable après le prononcé du divorce et après même la transcription de ce dernier sur les registres de l'état-civil.

Si le jugement de divorce a alloué à la femme une pension au titre de l'article 301 du Code Civil, par exemple, où s'il s'agit d'une pension payable jusqu'à la clôture des opérations de liquidation de communauté, que se passera-t-il ? Car, après la transcription du jugement de divorce, il n'y a plus de conjoints. Il y a seulement des ex-conjoints, et la loi sur l'abandon de famille n'a pas prévu expressément le cas.

(1) V. *infra* p. 52

Bien entendu, aucun doute n'est possible s'il s'agit d'une pension allouée à l'époux qui a la garde des enfants communs et pour l'entretien des enfants communs.

Mais, dans les cas visés plus haut, la jurisprudence des Cours d'Appel paraissait se fixer dans le sens de la non-application de la loi pénale.

Cette jurisprudence se fondait sur des arguments qui, assurément, ne manquaient pas de force.

Ayant son origine dans les articles 203, 212, 214, au titre du MARIAGE, l'obligation alimentaire donnant ouverture, en cas de non-paiement, aux sanctions de la loi du 7 février 1924 perdait ce caractère familial, après la dissolution du lien conjugal. Il ne s'agissait plus alors que d'une obligation civile qui survivait à la disparition du mariage, mais ne pouvait servir de base à une condamnation pénale.

La Cour de Paris, par deux arrêts, l'un du 10 mars 1926 (D. P. 1926. 2.97), l'autre du 2 décembre 1926 (Gaz. Pal. 1927. 1.264), et la Cour de Douai, le 27 mai 1927 (Rec. Douai 1927. 180) s'étaient prononcées en ce sens et avaient conclu à l'inexistence du délit :

Attendu, disait la Cour de Douai, que la loi du 7 février 1924 sanctionne d'une peine correctionnelle l'inexécution par le conjoint condamné civilement à l'obligation de payer la pension au conjoint qui en bénéficie et ce, après trois mois d'inexécution ; que les obligations que cette loi sanctionne ont leur origine dans les articles 203, 212 et 214 du Code Civil, au titre des obligations qui naissent du mariage et pendant sa durée, et dont l'obligation alimentaire est au tout premier rang.

Mais attendu qu'à partir du jour où le jugement de divorce est devenu définitif, et au surplus, du jour où il a été transcrit sur les registres de l'état civil, la situation des anciens conjoints est complètement modifiée ; que le mariage étant dissous, il n'existe plus que les ex-conjoints ; qu'il n'existe plus entre les anciens époux aucune relation de famille, aucun enfant n'étant issu du mariage ; qu'il en résulte que le jour où le jugement est devenu définitif, la pension mise à la charge de l'époux débiteur qui avait sa source dans l'obligation alimentaire perd dès ce moment ce caractère ;

Attendu qu'il ne s'agit plus que d'une dette civile qui peut résulter soit de l'application de l'article 301 ou de toute autre disposition ;

Que s'agissant d'une obligation civile qui ne résulte pas

des articles sanctionnés pénalement par la loi du 7 février 1924, cette loi ne peut être appliquée....

Et précédemment, comme nous l'avons dit, la Cour de Paris était entrée dans cette voie le 10 mars 1926, avec des motifs à peu près identiques.

Saisie à nouveau de la question, le 2 décembre 1926, la Cour de Paris confirmait sa précédente jurisprudence.

L'espèce qui lui était soumise était d'autant plus intéressante qu'il s'agissait du non-paiement d'une pension allouée à partir du jugement de divorce jusqu'à la clôture des opérations de liquidation.

Considérant, dit l'arrêt, qu'il résulte à l'évidence tant des travaux préparatoires que de l'intitulé même de la loi du 7 février 1924, réprimant le délit d'abandon de famille, que le but du législateur n'a pas été de sanctionner pénalement l'inexécution d'une obligation alimentaire quelconque, mais seulement l'inexécution d'une obligation fondée sur un devoir de famille, inexécution constituant en même temps que le non-paiement d'une dette civile d'aliments, un abandon de famille ; que l'existence du délit nouveau, aux termes mêmes de l'article 1^{er} de la loi sus-visée, suppose obligatoirement l'abstention volontaire du service d'une pension légalement due, soit au conjoint, soit aux enfants mineurs, ou à des ascendants ; qu'il est manifeste que cet élément fait défaut dans l'espèce actuelle, où la pension allouée par le jugement même de divorce, qui consacre, au préalable la rupture définitive du lien conjugal n'est pas attribuée à un conjoint, mais en réalité à quelqu'un qui ne l'est plus ; qu'à cet égard l'article 227 du Code Civil dispose expressément que le mariage se dissout par le divorce légalement prononcé ;

Qu'il s'agit au surplus, d'une allocation destinée à subvenir aux besoins de l'époux divorcé jusqu'à l'issue de la liquidation ; que cette pension n'est nullement fondée sur un devoir de secours, mais constitue seulement une simple avance imputable, non seulement sur les revenus des reprises de la femme et sa part dans la communauté, mais encore sur les capitaux susceptibles de lui advenir dans la liquidation ;

Considérant, dès lors, qu'une telle pension, ne reposant sur aucun devoir de secours, son non-paiement demeure absolument en dehors des prévisions de la loi du 7 février 1924 et ne saurait à aucun titre être sanctionnée comme abandon de famille...

En résumé, la thèse est simple : on ne saurait abandonner une famille, tout au moins, en ce qui concerne le conjoint, déclarée dissoute par un jugement de divorce.

Et la jurisprudence des Cours d'Appel s'orienta résolument

dans cette voie (Voir notamment Poitiers, 27 mai 1927. Aff. Dousset et Paris, 22 novembre 1927, Aff. Duval).

La Cour Suprême a cependant nettement refusé de suivre les Cours d'Appel et par un premier arrêt du 5 août 1927 (II. Pal. 1928, 1.407) cassait l'arrêt de la Cour de Poitiers acquittant le sieur Dousset.

Peu importe, disait la Cour de Cassation, que l'époux au bénéfice duquel une pension a été attribuée ait perdu la qualité de conjoint, dès lors que cette qualité lui a permis d'obtenir une pension alimentaire. Celui des époux dont l'attitude a motivé le divorce à ses torts doit être considéré comme s'étant par sa faute rendu coupable de l'abandon dans lequel se trouve son conjoint.

Appelée à se prononcer une deuxième fois sur la question, et dans des termes à peu près identiques (Gaz. Pal. 1928, 1.499), la Cour de Cassation confirmait sa jurisprudence et décidait qu'il fallait envisager seulement la qualité du bénéficiaire au moment où il obtenait sa pension.

Cependant, nous ne croyons pas décisives les raisons de la Cour Suprême. Il n'est certes pas douteux qu'en statuant comme elle l'a fait, elle a répondu au vœu du législateur. Les termes mêmes de la loi du 3 avril 1928 modificative de celle du 7 février 1924 semblent lui donner raison. Mais sa décision nous paraît assez mal cadrer avec les principes généraux du droit. Ce que la Cour de Cassation semble avoir perdu de vue, c'est le caractère alimentaire que doit avoir la pension pour donner lieu à repression en cas de non-paiement. Et elle n'a point refuté la thèse des Cours d'Appel sur ce point. La loi s'exprime en effet fort clairement à cet égard : "Quiconque aura été condamné à "fournir une pension *alimentaire*..." dit-elle. Si la jurisprudence de la Cour de Cassation peut se justifier lorsqu'il s'agit d'une pension due en vertu de l'article 301 du Code Civil, dont le caractère est à la foi indemnitaire et alimentaire, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit comme dans l'espèce soumise à la Cour de Paris et rappelée plus haut de subsides payables au titre d'avances sur la part du conjoint dans la communauté.

L'obligation ainsi créée n'a pas le caractère alimentaire nécessaire pour l'application de la loi pénale. Peu importe aux juges qui la fixent de savoir si le conjoint en a besoin ou non. Il leur suffit de constater l'existence au profit de la femme d'une part indéterminée dans la communauté ou encore l'existence de propres lui appartenant. Le mari, qui perçoit les revenus, doit, en toute justice, et provisionnellement en payer au moins une partie jusqu'à la liquidation qui fixera les parts divisées de chacun des anciens conjoints. Mais alors ce n'est plus le mari, soutien légal de la femme qui doit une pension. C'est le mari, administrateur légal pendant la durée des opérations de liquidation de biens dont la totalité ne lui appartient pas.

La Cour de Paris nous semble donc avoir admirablement précisé la position de la question. Dans ce cas particulier, il n'y a plus entre les ex-époux d'obligation alimentaire, puisque le lien conjugal est dissous. Il n'y a qu'une dette civile qui, elle, ne peut donner lieu à repression.

Le principe étant admis, les tribunaux auront à apprécier dans chaque cas d'espèce qui leur seront soumis, la nature de l'obligation mise à la charge du débiteur par le jugement ordonnant le paiement d'une pension, avant de sanctionner pénalement le refus d'exécution. (1)

Après avoir examiné le sort des époux dont la situation a été réglée judiciairement, nous sommes amenés à chercher quelle est la situation des époux séparés de fait. Le cas peut se produire même dans des conjonctures que la loi ne peut pas ignorer. Tel serait le cas d'un des conjoints qui subirait une peine ou qui serait interné dans un asile d'aliénés.

En dehors des dispositions de la loi du 13 juillet 1907, il est clair que le conjoint, ainsi laissé sinon dans un abandon volontaire, du moins parfois dans le dénuement, a droit à des

La Cour de Cassation, le 23 décembre 1932, a précisé sa jurisprudence par un arrêt aff. Diss., où elle affirme que la loi du 7 février 1924 est inapplicable en cas de pension due à titre d'avance sur la liquidation. Elle semble donc limiter l'application de la loi de 1924 aux pensions dues en vertu de l'art. 301. Conformément à ce que nous avons dit, nous croyons logique cette distinction.

aliments. Ce droit, s'il est reconnu par les tribunaux, pourra donner lieu à des poursuites pénales.

Il y aura cependant toujours lieu de rechercher alors si le condamné peut payer sa dette ou s'il se soustrait volontairement à ce paiement. Ceci, qui rentre dans le cadre de l'analyse des éléments intentionnels du délit, fera l'objet d'une étude un peu plus loin

Enfin nous noterons que lorsque l'un des époux est décédé, sa succession doit des aliments à son conjoint dans le besoin (art. 205 du Code Civil). Ce dernier doit former son action dans l'année qui suit le décès et en cas de partage, jusqu'à la fin des opérations de partage. Est-ce que les lois sur l'abandon de famille s'appliqueront à cette situation ?

Exceptons d'abord et naturellement le cas où l'héritier est lié par un lien de parenté ou d'alliance à l'époux survivant. Dans cette hypothèse, ce dernier pourra toujours obtenir une condamnation contre lui, non en tant qu'héritier, mais en tant que parent ou allié.

Mais si l'héritier est un collatéral du conjoint survivant, une fois le droit de ce dernier à des aliments établi, le non-paiement entraînera-t-il la possibilité d'une poursuite conformément aux dispositions des lois du 7 février 1924 et 3 avril 1928 ?

Il n'existe pas sur ce point de jurisprudence et on a souligné le peu d'importance pratique de la question, par suite de l'existence de l'article 2111 du Code Civil qui institue le privilège de la séparation des patrimoines dont l'époux pourra refuser de donner main-levée tant que les aliments ne lui auront pas été versés.

Mais toutes les successions ne sont pas forcément immobilières, et s'il n'existe pas de précédents jurisprudentiels, l'hypothèse peut toujours se réaliser.

A notre avis, le texte même de la loi sur l'abandon de famille empêche qu'on l'applique à ces sortes de pensions.

N'est punissable en effet, que celui qui omet volontairement de payer la pension due à son conjoint. Or l'héritier, s'il représente le défunt n'est pas l'époux du survivant. Et décider

qu'il y a lieu de faire application de la loi pénale serait à notre avis une extension impossible dans l'état actuel des textes.

2. — Pensions dues aux ascendants et descendants. — L'inexécution de l'obligation alimentaire envers les descendants consacrée par une décision de justice entraîne également l'application de la loi sur l'abandon de famille.

Le premier texte voté en la matière, celui de la loi du 7 février 1924, était à cet égard, nous l'avons vu fort incomplet. L'abandon de famille n'était délictueux que s'il était commis envers les enfants mineurs du coupable.

Dès lors échappait à la repression celui qui laissait dans la misère ses descendants au delà du premier degré, ou ses enfants malheureux, mais âgés de plus de 21 ans.

Cette disposition paraissait assez peu compatible avec l'esprit qui avait présidé à la rédaction de la loi, comme aussi avec la rigueur des principes juridiques.

Le rapporteur au Sénat de la loi du 7 février 1924, M. Gourju, signalait déjà cette lacune. Si l'on avait pour but de sanctionner pénalement l'obligation alimentaire, la distinction entre majeurs et mineurs ne se comprenait pas, l'état de besoin étant indépendant de l'âge.

De même, pour le degré de parenté, la loi du 7 février 1924 était illogique dans sa rédaction. Alors qu'elle punissait le non-paiement de la pension alimentaire due aux ascendants sans distinguer entre les parents, grands-parents et arrière-grands-parents, elle limitait au contraire au premier degré la répression en ce qui concernait les descendants.

Cette lacune a été comblée par la loi du 3 avril 1928.

Désormais est punissable celui qui n'acquitte pas la pension due aux ascendants et aux descendants sans distinguer le degré ni l'âge.

La Cour de Cassation, par un arrêt du 10 février 1928 (S. 1929. 1.200) avait d'ailleurs décidé que les ascendants qui ne payaient pas la pension due à leurs petits-enfants n'échappaient point à la loi du 7 février 1924. Cela comblait la lacune, mais pouvait prêter juridiquement le flanc à la critique, et cette

extension du texte pénal n'avait pas manqué d'être critiquée. La question n'offre donc qu'un intérêt historique depuis le 3 avril 1928.

Il n'y a pas non plus lieu de distinguer, à notre avis, entre les enfants naturels et les enfants légitimes. La loi n'ayant rien dit, et leur droit aux aliments étant certain, et identique, les uns comme les autres pourront se prévaloir de la loi sur l'abandon de famille. La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, pour ce motif que nous indiquons, s'est prononcée en ce sens dans un arrêt du 7 janvier 1927 (Gaz. Pal 1927. 1.390)

La question, en l'espèce, présentait d'autant plus d'intérêt que le condamné, Alsacien-Lorrain, soutenait qu'en vertu du droit allemand, aucun lien de parenté ne le retenait à son enfant naturel.

Nous ferons cependant la réserve que, contrairement à ce qui se passe lorsque la parenté est légitime, la loi ne reconnaissant pas la paternité naturelle au delà du premier degré, les grands parents naturels échappent à la répression, puisqu'ils ne sont tenus d'aucune obligation alimentaire envers leurs petits-enfants, et réciproquement.

En vertu du principe que nous avons posé, on doit reconnaître aux enfants naturels adultérins ou incestueux le droit de demander une poursuite pour abandon de famille. Sans doute, peut-on objecter que leur reconnaissance est interdite par la loi, et qu'en définitive leur parenté avec celui qui ne paie pas la pension qui peut leur être due ne sera jamais officiellement consacrée. L'argument, pourtant, n'est pas décisif. Dans l'esprit des rédacteurs de la loi, on paraissait surtout s'attacher à sanctionner l'obligation alimentaire des articles 205 et suivants du Code Civil, et non celle résultant de l'article 762.

L'extension, ou pour mieux dire, l'interprétation que nous proposons, va peut être à l'encontre du vœu du législateur, qui se préoccupait surtout de protéger la famille. Mais l'expression générale « descendants » employée par la loi, sans distinguer la qualité de ces descendants, n'autorise pas à limiter aux seuls descendants légitimes l'application de ce texte.

Cela semble bien être, d'après l'arrêt que nous avons relaté, l'avis de la Cour de Cassation, et cet avis nous paraît logique.

La loi est restée muette quant à la famille adoptive. Mais l'adoption créant les mêmes droits et les mêmes devoirs aux membres de la famille adoptive qu'aux membres de la famille légitime, nous concluons sur ce point, à l'application de la loi pénale.

En dépit du reste de son apparente clarté, la rédaction de la loi du 7 février 1924 et même celle de la loi du 3 avril 1928 qui l'a modifiée et complétée, ne laisse point que d'être obscure sur beaucoup de points encore.

C'est ainsi que le législateur avait borné sa sollicitude aux ascendants, aux descendants et aux conjoints. Mais que décider pour les alliés ?

Car la rédaction en question paraissait s'attacher plus au lien de consanguinité qu'au lien d'alliance.

Dès lors la question a pu se poser pour les tribunaux de savoir si un gendre, une belle-fille échappaient aux poursuites pénales au cas de non-paiement de la pension alimentaire qu'ils devaient à leurs beaux-parents.

Rien, en l'absence de débats parlementaires, ne pouvait sur ce point éclairer les magistrats, en laissant deviner l'intention du législateur. Seul l'exposé des motifs de M. Louis Marin indiquait qu'aucun des membres de la famille ne devait être exclu de l'application de la loi du 7 février 1924.

La Cour de Cassation, tirant argument du titre même de la loi, a décidé qu'il fallait retenir dans les liens de la poursuite le gendre qui ne payait pas la pension de sa belle-mère :

Attendu, dit l'arrêt, qu'en donnant au délit nouveau, qu'elle a créé, le nom d'abandon de famille, la loi a conféré une portée générale à ses prescriptions, manifestant sa volonté de sanctionner par les pénalités qu'elle édicte, en dehors des exceptions expresses formulées par son texte, tous les manquements à l'obligation alimentaire établies par le Code Civil entre les membres d'une même famille et fixées par décision de justice.

Attendu que ladite loi, retenant dans ses prévisions le défaut de paiement de pension alimentaire aux ascendants,

s'applique aux gendres et belles-filles, soumis par l'article 206 aux mêmes obligations alimentaires que les enfants...
Cass. Crim. 4 juillet 1925 D. H. 1925. 515.

La solution ne nous paraît sujette à aucune critique. Dans sa note, le commentateur de l'arrêt au Dalloz s'élevait cependant assez fortement contre cette jurisprudence. Il expliquait que, dans tous les cas, lorsque la loi pénale a voulu assimiler les alliés aux ascendants, elle l'a dit formellement, notamment pour le recel de malfaiteurs entre parents, visés par les articles 248 et 380 du Code Pénal, et que lorsqu'elle était demeurée muette, la jurisprudence décidait que les pénalités ne s'appliquaient point aux alliés. D'autre part, les alliés ne font pas partie de la famille, dit M. Roux, d'accord en cela avec Merlin et Aubry et Rau.

Mais en dehors de l'argument tiré de la rédaction de l'exposé des motifs de M. Louis Marin, la thèse de M. Roux a contre elle l'autorité éminente de Baudry-Lacantinerie, Houques-Fourcade, Planiol et Ripert, qui admettent, comme la Cour de Cassation l'a fait implicitement par l'arrêt ci dessus, que les alliés font partie de la famille.

La Cour de Cassation nous semble, comme à M. Casanova, avoir donné aux lois du 7 février 1924 et 3 avril 1928 leur véritable portée, en remplissant en quelque sorte tous les cadres prévus par le Code Civil. (1)

Mais que se passe-t-il au cas où le lien d'alliance disparaissant, l'obligation alimentaire entre beaux-parents d'une part, gendre et belle-fille de l'autre vient à cesser ?

En cas de décès, la solution est simple, le décès fait cesser l'obligation alimentaire et le gendre dont la femme est décédée n'a plus à servir de pension à ses beaux-parents (Montpellier, 30 mai 1866 Sir. 1866. 2.352). Si donc le décès de l'époux qui produisait l'affinité survient avant l'expiration du délai de non paiement, le délit n'existera pas.

Au cas de divorce, la difficulté est toute autre.

D'abord parce que la jurisprudence n'a pas admis d'emblée

la disparition dans ce cas de l'obligation alimentaire du gendre envers les beaux-parents (V. Trib. Civ. Nice 15 décembre 1887 S. 90. 2. 1. et Paris 13 juillet 1889 D. P. 93. 1. 353) Il est vrai que la Cour de Cassation s'est prononcée en sens inverse (Cass. 13 juillet 1891. D. P. 93. 1. 353 et sur renvoi Orléans 22 mars 1892 D. P. 93. 2. 354).

Mais à quel moment cessera cette obligation alimentaire ? Pendant le cours de l'instance en divorce, en effet, un gendre peut être poursuivi et condamné pour abandon de famille à raison de la pension qu'il doit à ses beaux-parents. Si le divorce est ensuite prononcé, aura-t-il été condamné à juste titre ? Nous ne connaissons guère sur ce point qu'une décision non publiée du tribunal correctionnel d'Evreux rendue le 2 mai 1934 dans le sens de l'affirmative.

Ce jugement nous semble avoir sainement statué.

Les effets du divorce sur les liens d'alliance ne sont pas des effets quant aux biens et comme tels ne remonteront pas au jour de la demande. Ils prendront date au jour où la décision de divorce sera devenue définitive, et pendant le cours de l'instance, le gendre doit payer, à peine de poursuites.

Il en serait autrement, au contraire, au cas d'instance en nullité de mariage, puisque la nullité prononcée, le mariage n'aura produit aucun effet juridique, pas plus du point de vue de l'alliance qu'à un autre point de vue. Une condamnation pour abandon de famille, prononcée pendant le cours de l'instance en annulation, pourrait faire, si l'annulation était prononcée, l'objet d'un pourvoi en révision.

NÉCESSITÉ D'UNE DÉCISION JUDICIAIRE CIVILE PRÉALABLE, SECOND ÉLÉMENT DU DÉLIT

La loi n'a pas sanctionné l'abandon matériel.

C'est bien plutôt un abandon juridique qu'elle a puni. Elle n'a pas voulu laisser à l'entière appréciation des juges, comme le font certaines législations étrangères, et plus particulièrement certains Etats de l'Amérique du Nord, la reconnaissance des faits qui constituent l'abandon de famille.

Ce qu'elle punit, en France, c'est l'inobservation d'une obligation préalablement et judiciairement fixée. C'est ce qu'elle exprime en tenant pour coupable "toute personne qui, au mépris d'une décision rendue contre elle en vertu de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907 ou en méconnaissance d'une ordonnance ou d'un jugement l'ayant condamnée à fournir une pension, sera demeurée plus de trois mois sans en acquitter les termes".

Par conséquent aucun doute n'est permis. L'existence du délit est subordonnée à l'existence préalable d'une condamnation au paiement d'une pension. Il y a là une question préjudicielle à l'action publique et non pas au jugement. Le tribunal saisi d'une poursuite pour abandon de famille ne peut pas surseoir à statuer jusqu'à ce que le Tribunal Civil ait tranché la question de la pension alimentaire. Il ne peut que dire qu'en l'absence d'une décision préalable de la juridiction civile il n'y a pas de délit.

Nous avons indiqué plus haut que le soin pris par le législateur de se référer à l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907 paraissait bien superflu. La loi de 1924 avait, comme nous l'avons dit, commis une erreur bien plus grave encore. Elle déclarait coupables ceux qui, condamnés en vertu de la loi de 1907, demeureraient sans payer.

Le Tribunal Correctionnel de Valenciennes (3 décembre 1924, Gaz. Pal. 1925. T. 451) avait, à juste titre, décidé que la

loi du 13 juillet 1907 ne permet pas au Juge de Paix de prononcer une condamnation. Il peut seulement autoriser à pratiquer une saisie arrêt. Le tribunal estimait donc que le législateur s'était trompé et que le délit n'existait pas, dans ce cas.

Cette décision allait très certainement à l'encontre des intentions des auteurs de la loi, qui avaient voulu assimiler, comme M. Louis Marin le précisa dans sa seconde proposition de loi sur l'abandon de famille, l'autorisation de saisir-arreter, ainsi donné par le Juge de Paix, à l'allocation d'une pension alimentaire.

Aussi la loi du 3 avril 1928 n'a-t-elle pas maintenu la rédaction primitive. Désormais est puni celui qui, au mépris d'une décision rendue contre lui en vertu de la loi du 13 juillet 1907 n'acquiesce pas les subsides qui sont ainsi dûs. Nous pensons cependant, comme nous l'avons dit précédemment, que la loi de 1907, qui met entre les mains de l'époux dans le besoin une arme exécutoire rapide et peu coûteuse, ne devrait pas servir de base au délit d'abandon de famille. Car si l'époux qui a obtenu du Juge de Paix la permission de saisir-arreter les salaires de son conjoint use de cette faculté, il ne saurait y avoir délit, puisque ce conjoint remplit ses obligations. S'il n'en use pas, la loi n'a pas à remédier à sa propre négligence.

Il peut intervenir en matière de pension alimentaire des décisions de la juridiction civile : Juge de Paix ou Tribunal Civil.

D'abord sur une demande principale en paiement de pension alimentaire. Tel est le cas de l'ascendant qui assigne ses enfants lorsqu'il est dans le besoin.

La séparation de fait des époux peut également entraîner le prononcé d'une décision de condamnation à une pension alimentaire.

La jurisprudence pose en principe que le fait de ne pas satisfaire aux obligations légales du mariage donne au conjoint qui a ainsi des motifs valables de se refuser à la vie commune, le droit de réclamer une pension (1). Comme l'a fait remarquer

(1) Planiol et Ripert, T. 2, pages 286 et suiv., et les arrêts cités.

un auteur (1), les tribunaux ont ainsi créé une sorte de séparation judiciaire en donnant des effets de droit à une séparation de fait. Celle-ci prend fin d'ailleurs par l'action régulière en séparation de corps ou en divorce, ainsi que par la réconciliation des époux.

Dans tous les cas où une demande principale de pension alimentaire aura été accueillie par la juridiction compétente, l'inexécution des obligations ainsi posées entraînera la répression pénale.

Nous avons toutefois noté qu'en cas de séparation de fait, la pension disparaîtrait en cas de réconciliation des époux, ce qui éteindrait par là même toute possibilité de poursuite pénale. Si une nouvelle séparation de fait intervenait après cette réconciliation, le premier jugement ordonnant pension pourrait-il servir de base à une poursuite pour abandon de famille ?

Nous n'avons point relevé de jurisprudence sur le point de savoir si la réconciliation des époux faisait disparaître définitivement l'effet des actes juridiques réglant leur situation pendant leur séparation. Il nous apparaît cependant qu'il en doit être ainsi, par analogie avec ce qui se passe en matière de divorce et de séparation de corps où la réconciliation constitue une fin de non recevoir. Les effets du premier jugement seraient alors abolis par la reprise de la vie commune.

* *

Accessoirement à une demande principale d'une autre nature, les tribunaux civils peuvent prononcer des condamnations au paiement d'une pension alimentaire, de façon accessoire.

Il en est ainsi, notamment, en matière de divorce ou de séparation de corps.

Dans ce cas, dès le début de la procédure, lors de la comparution en conciliation, le Président rend une ordonnance allouant à l'un des époux, le plus souvent la femme, ou à celui

(1) Casanova Op. Cit. p. 45.

qui obtient la garde provisoire des enfants issus du mariage, une pension alimentaire.

Ici une observation s'impose : Faute par l'époux demandeur d'avoir usé de la permission de citer que l'ordonnance lui accorde, les mesures provisoires, et par conséquent la pension alimentaire cesseront de plein droit de produire effet (Art. 238 du Code Civil) Dès lors, une poursuite pour abandon de famille exercée contre le débiteur d'aliments alors que les mesures provisoires auront été ainsi frappées de caducité, devrait se terminer par une relaxe. Ainsi en a décidé la Cour de Lyon par un arrêt du 12 janvier 1926 (D.H.1926. 108; affaire Varennes).

Telle nous paraît devoir être la solution normale, encore qu'un arrêt de la Cour de Cassation (Crim. 23 mars 1928. D. 1929. 1.51) ait décidé en sens contraire, en tirant argument de ce qu'après la réception de l'assignation tardive, le débiteur avait néanmoins versé pendant un certain temps la pension alimentaire. Il nous semble cependant impossible que cet acte d'exécution purement volontaire puisse faire revivre une décision de justice frappée légalement de caducité.

Les jugements prononçant la séparation de corps ou le divorce, les jugements entraînant reconnaissance de filiation légitime ou naturelle, rendus par les tribunaux civils, comportent le plus souvent une condamnation au paiement d'une pension. Ils pourront naturellement servir de base à une poursuite pour abandon de famille si leurs prescriptions ne sont pas respectées.

Il en sera de même des jugements des juridictions répressives qui, conformément à la loi du 24 juillet 1889, condamnent les parents déchus de la puissance paternelle sur leurs enfants à payer une pension.

Nous signalons en passant que dans l'un des projets de M. Louis Marin qui réglait minutieusement la procédure de la poursuite d'abandon de famille, le droit de porter plainte était reconnu à l'Assistance Publique et aux représentants qualifiés des organismes de protection de l'enfance. Les lois en vigueur ne subordonnant pas, comme nous le verrons, l'exercice de

l'action publique au dépôt préalable d'une plainte, n'ont pas reproduit ces dispositions.

Il va sans dire que toutes ces décisions ne devront être ni périmées, si elles sont par défaut, ni frappées d'une voie de recours, si l'exécution provisoire n'en a pas été ordonnée conformément à l'article 135 du Code de Procédure Civile ou aux articles 4 et 5 de la loi du 24 juillet 1889.

Tout ceci ira sans difficultés pour les décisions préalables rendues par les tribunaux français.

Mais une question pourra se poser, relative à l'application aux étrangers de la loi pénale française : Un étranger résidant en France peut-il être poursuivi pour délit d'abandon de famille lorsque la décision le condamnant à payer une pension alimentaire aura été rendue par un tribunal étranger ? Faudra-t-il auparavant que la décision étrangère ait reçu l'exequatur ?

D'abord, il est une première réponse qu'on peut faire avec certitude : Pour qu'il y ait abandon de famille au sens de la loi française, il faut que le tribunal étranger ait condamné l'inculpé à payer une pension alimentaire à l'une des personnes visées par la loi du 7 février 1924. Sur ce point d'ailleurs les difficultés seront rares, les Codes Etrangers ne prévoyant guère d'autres obligations alimentaires que celles figurant dans notre Code Civil. Ensuite, si la décision du tribunal étranger n'est pas revêtue de l'exequatur, le non-paiement, l'inobservation de ce jugement entraîneront-ils l'existence du délit ?

Il nous semble qu'on doit répondre par l'affirmative. Cette thèse se heurte à l'objection suivante. Sans l'exequatur, le créancier d'aliments ne pourrait poursuivre son débiteur par les voies d'exécution civiles. Comment admettre que, n'ayant point ces voies d'exécution à sa disposition, il puisse néanmoins solliciter l'exercice de l'action publique ? La dette n'engendrant point de conséquences civiles sans l'exequatur, peut-elle néanmoins engendrer des conséquences pénales ?

On doit répondre que la loi du 7 février 1924 n'a point exigé du créancier d'aliments de poursuites préalables. Elle n'a pas fait de ces poursuites une condition d'existence du délit. Du

seul fait qu'il existe une condamnation, exécutée ou non par la voie civile, le délit existe si on n'y satisfait point volontairement.

Ce qui crée le délit, c'est cette abstention volontaire et peu important les moyens dont dispose le créancier pour se faire payer. S'il n'est pas réglé, le délit naît.

Peu importe également que le bénéficiaire de la condamnation alimentaire prononcée par le tribunal étranger n'ait point sollicité l'exequatur. Du moment que son débiteur, connaissant son obligation s'y est volontairement dérobé, l'ordre public est intéressé à ce qu'une sanction intervienne.

C'est en ce sens qu'est intervenu un arrêt de la Cour de Paris du 19 mars 1932 (Gaz. Pal. 1932. 1. 913) (I)

Nous pensons cependant que, dans ce cas, les trois mois d'inexécution devront s'être écoulés sur le territoire français avant que les poursuites puissent être entamées.

* *

Il ne nous paraît pas douteux qu'en dehors des décisions de condamnation rendues par les tribunaux, aucun autre titre, en vertu duquel des aliments seraient dûs, ne constituerait la décision dont l'inexécution donnerait ouverture à la répression. Il en serait ainsi par exemple d'un procès-verbal de conciliation ou d'une transaction. (Voir à cet égard Trib. Corr. Strasbourg 29 octobre 1926. Rev. Alsace Lorraine 1927. 188).

Et cette solution serait indubitablement applicable, même si la transaction était notariée ce qui est manifestement une lacune de la loi.

On ne pourrait invoquer en faveur de la rédaction légale qu'un seul argument : C'est qu'il est préférable de faire constater préalablement par les tribunaux l'étendue de la capacité de paiement du débiteur. Mais cette explication ne résulte pas des travaux préparatoires.

Tout ce qu'il est permis d'affirmer, c'est qu'on a voulu

(I) Cet arrêt a été cassé par la Cour de Cassation le 24 décembre 1932. La Cour Suprême estime l'exequatur nécessaire, mais cela ne nous semble pas décisif.

consacrer par une décision judiciaire l'obligation alimentaire. Il ne suffit pas que le coupable ait manqué à une obligation sociale d'assistance. Il faut qu'il y ait inexécution d'une décision spéciale et préexistante mettant à la charge du coupable l'obligation de payer une pension alimentaire. Et rien ne peut suppléer à cette décision de justice. La Cour de Cassation a eu du reste à se prononcer sur le cas dans une espèce de droit local alsacien le 24 avril 1931 (Gaz. Pal. 1931. 2. 106).

Un sieur Decheilbohrer avait été condamné par la Cour de Colmar pour abandon de famille. Sur le pourvoi interjeté, la Cour de Cassation a rendu l'arrêt suivant :

Attendu que le 14 mai 1923, Decheilbohrer a pris devant le juge de paix l'engagement de payer pour le mineur Alfred Antoine Baur, dont il se reconnaissait le père naturel, une pension alimentaire de 180 francs par trimestre, payable d'avance et a déclaré qu'il se soumettait à l'exécution forcée que cette obligation a été homologuée par le tribunal cantonal de Mulhouse ;

Attendu que pour justifier sa décision, l'arrêt attaqué déclare que l'homologation a donné à l'engagement force exécutoire, emportant implicitement condamnation au profit du demandeur ;

Mais attendu qu'en matière pénale tout est de droit strict ; qu'il n'est pas permis au juge de suppléer au texte de la loi ou de l'étendre ;

Or, attendu qu'aucune condamnation d'avoir à payer une pension alimentaire n'a été prononcée contre Decheilbohrer qu'ainsi une condition essentielle prévue par la loi du 7 février 1924 pour caractériser le délit d'abandon de famille n'a pas été remplie ; qu'il suit de là qu'en statuant comme il l'a fait et en déclarant Decheilbohrer coupable du délit précité, l'arrêt attaqué a violé les textes visés au moyen ...

Toute controverse paraît épuisée par cet arrêt.

SECTION TROISIÈME

FORME ET DURÉE DE L'ABSTENTION COUPABLE

Nous avons examiné quelles étaient les pensions alimentaires protégées par les lois des 7 février 1924 et 3 avril 1928.

Nous examinerons un peu plus loin la nécessité d'une décision de justice préalable pour entraîner l'existence du délit.

Un point se pose à notre attention. Combien de temps le non-paiement devra-t-il durer pour devenir délictueux ? Et auparavant que faut-il entendre par les termes légaux « demeurer plus de trois mois sans acquitter les termes » ?

Les aliments peuvent être fournis, soit en nature, soit en argent. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'inobservation de l'obligation alimentaire rend son auteur passible des peines sur l'abandon de famille.

La condamnation est alors encourue de plein droit (Trib. corr. Bourg 5 mai 1926. La loi 7 juillet 1926).

D'ailleurs, complétant sur ce point les dispositions de la loi du 7 février 1924, la loi du 3 avril 1928 indique que doit être reconnu coupable celui qui demeure plus de trois mois « sans fournir les subsides déterminés par le juge. »

La question présente un gros intérêt. L'article 210 du Code Civil stipule en effet : « Si la personne qui doit fournir les aliments justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, le tribunal pourra en connaissance de cause, ordonner qu'elle recevra dans sa demeure, qu'elle nourrira et entretiendra celui auquel elle devra des aliments. »

Le tribunal correctionnel, saisi d'une action dans ce cas, aura alors un large pouvoir de contrôle et d'appréciation. Un chiffre n'ayant point été fixé par la décision ordonnant l'exécution en nature de l'obligation alimentaire, la juridiction pénale aura pour devoir de rechercher si, en fait, dans les termes où l'obligation alimentaire doit être remplie, l'inculpé qui a à sa

charge son ascendant ou son descendant lui fournit bien tout ce qui lui est nécessaire selon les besoins du créancier d'aliments et les moyens dudit inculpé.

Le pouvoir du tribunal sera sur ce point très étendu, et la preuve du délit sera faite par tous moyens de preuve usités en matière pénale.

Ceci dit pour les pensions payables en nature, il va de soi que le paiement en argent, lorsqu'il est ordonné, devra être effectif et complet.

Peu importe que le débiteur défaillant s'exécute partiellement ou que sa carence demeure totale.

De toute façon, il encourra les poursuites. Il serait trop commode en effet d'échapper à la loi en ne payant que des acomptes ou en ne fournissant que des subsides inférieurs à la condamnation.

Appelée à se prononcer sur la question, la Cour de Cassation l'a résolue, au moins implicitement, par un arrêt du 31 mars 1926 (Gaz. Pal. 1926. 2. 116), dans le sens de l'existence du délit.

Attendu, dit la Cour Suprême, que l'arrêt attaqué, pour prononcer une condamnation, constate que postérieurement au 12 février 1925, et jusqu'au 21 juillet 1925 il s'est écoulé deux trimestres de pension pour chacun desquels M... était débiteur de 180 francs ; que si ce dernier a versé 100 francs le 30 avril et 85 francs le 10 juillet, il a omis volontairement d'acquitter de façon intégrale, comme la loi l'y obligeait, les termes de pension échus depuis le 15 février, c'est-à-dire pendant plus de trois mois, qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a fait une exacte application de la loi et n'a violé aucun des textes visés au moyen...

Un paiement partiel sera donc insuffisant pour éviter des poursuites. Mais la Cour de Cassation s'est montrée plus rigoureuse encore. Elle a montré qu'elle n'entendait pas entrer de bonne grâce dans le maquis des explications incontrôlables que les débiteurs pourraient fournir de leur carence. Elle a même été très loin dans cette voie.

Le débiteur, en règle générale, n'est pas admis à prouver l'existence de sacrifices équivalents au paiement des subsides

ordonnés par le juge, ni à se prévaloir de compensations impossibles du reste juridiquement.

Notons en passant cette tendance répressive des magistrats de la Cour Suprême. Ils sont le plus souvent plus fermes et plus stricts dans l'interprétation de la loi que les tribunaux de première instance et que les Cours d'Appel. Ces dernières juridictions font parfois preuve, dans la répression du délit, d'une certaine mollesse qui n'est pas pour répondre aux vœux des auteurs de la loi. Si finalement, cette répression ne s'est pas énervée, c'est à la Cour de Cassation qu'on le doit. Gardienne comme toujours de la lettre et de l'esprit de la loi, elle a étendu de façon très large la notion juridique du délit que certaines Cours avaient parfois dénaturée.

Le Tribunal Correctionnel de la Seine (12 février 1925. Gaz. Trib. 11 mars 1925) a estimé qu'il n'y avait pas lieu de rechercher si le mari, pour ne pas payer, pouvait invoquer d'avoir à faire face au remboursement d'une dot.

Les voies d'exécution employées par le créancier, si elles sont restées inefficaces, et n'ont point assuré le paiement, sont, de même, sans effet sur l'existence du délit.

Un arrêt de la Chambre Criminelle s'est prononcé en ce sens le 4 juillet 1925 (D. H. 1925. 515. Gaz. Pal. 1925. 2646), en affirmant que le jugement validant une saisie-arrêt pratiquée sur le débiteur ne dispensait pas ce dernier du paiement de la pension.

...Attendu qu'aux termes de l'art. 1273 du Code Civil, la novation ne se présume pas ; qu'un jugement de validité de saisie-arrêt ne saurait suppléer au consentement du créancier à l'anéantissement de sa créance, laquelle continue à subsister :

Que par suite, à défaut de paiement effectif, le jugement validant la saisie-arrêt pratiquée par la veuve S... sur les sommes dues à Fourcade n'a pas éteint la dette de ce dernier, qu'en constatant que non seulement Fourcade est demeuré volontairement plus de trois mois sans acquitter la pension à laquelle il continuait d'être tenu à l'égard de sa belle-mère, mais encore que c'est par suite de la résistance aux poursuites dirigées contre lui que ce paiement n'a pas été fait, la Cour d'Agen n'a méconnu...

Allant plus loin encore, la Cour de Cassation refuse d'ad-

mettre une compensation entre la dette alimentaire et le rendement d'un fonds de commerce de communauté dont la gestion a été abandonnée à la femme :

Attendu que l'arrêt attaqué constate, d'après les circonstances de fait, qu'il relate que Calmel est demeuré volontairement plus de trois mois sans acquitter les termes de la pension, qu'il a été condamné par ordonnance du Président du Tribunal à servir à sa femme pendant l'instance en séparation de corps ; qu'ainsi les éléments du délit prévu par la loi du 7 février 1924 sont régulièrement constatés dans l'espèce et qu'il est sans intérêt de rechercher si le rendement du fonds de commerce abandonné par Calmel à sa femme pouvait équivaloir au paiement de la pension.

Crim. 21 février 1925. D. P. 1925. 1. 144 Contra : Corbeil 13 novembre 1929, Gaz. Pal. 1930. 1. 130.

Ainsi donc aucun prétexte n'est valable et de plus en plus, les tribunaux écartent les raisons futiles données par les débiteurs pour ne pas payer. Ils ont raison du reste. Car l'obligation alimentaire est une obligation vitale pour celui qui est dans le besoin et le paiement d'une dette de cette nature ne saurait se différer sous de vains prétextes, dont le débiteur serait trop facilement seul et unique juge.

Dans cette voie, la Cour de Cassation s'est montrée très énergique, car elle a refusé même d'admettre une compensation entre dettes alimentaires. Elle a rendu dans un cas curieux et rare un arrêt du 30 juillet 1931 (Gaz. Pal. 13 octobre 1931) sur l'espèce suivante : Un sieur Revaud, divorcé à son profit, avait été condamné à servir à sa femme une pension pour les besoins de l'enfant confié à la garde de la mère. De son côté, cette dernière était tenue à une pension alimentaire à son ex-mari. Revaud soutenait qu'une compensation s'était opérée et qu'en conséquence, il ne pouvait être tenu pour coupable d'abandon de famille, en demeurant plus de trois mois sans acquitter les termes de pension dûs par lui à sa femme, alors que celle-ci n'avait pas payé ceux qu'elle lui devait.

La Cour de Cassation a répondu que les deux dettes alimentaires ne s'appliquaient pas aux mêmes parties. Pour l'une, le créancier d'aliments était le sieur Revaud, et la débitrice la dame Revaud. Mais pour l'autre, si le débiteur était bien Re-

vaud, ce n'était plus son ex-femme qui était créancière en son nom personnel, mais comme gardienne de son enfant.

Peut-être cette jurisprudence est-elle bien draconienne, car la bonne foi du prévenu dans ce cas était à peu près certaine. Mais elle marque une intention bien arrêtée à ne pas se laisser égarer par des fins de non-recevoir.

Le principe est donc bien net : C'est dans les termes exacts fixés par le Juge Civil que le débiteur doit se libérer pour ne point encourir les rigueurs de la loi pénale.

Par ailleurs, pour être punissable, il faut que l'abstention ait duré trois mois.

C'est un des éléments essentiels du délit.

Observons d'abord que ce délai n'est pas franc. Il se computera de quantième à quantième d'un point de départ que nous fixerons un peu plus loin. Mais le « dies a quo » ne comptera pas dans le délai. Au contraire, le « dies ad quem » comptera, suivant la règle normale.

La question s'était posée, lors de la promulgation de la loi, de savoir quel était le point de départ du délai de trois mois, lorsque le retard dans le paiement était antérieur à cette promulgation. Les lois pénales n'ayant point d'effet rétroactif, la jurisprudence avait décidé que le délai ne pouvait commencer à courir que le lendemain du jour de la promulgation et le non-paiement n'était punissable que si trois mois avaient couru depuis que la loi nouvelle était devenue exécutoire (Amiens, 41 décembre 1924. Gaz. Pal. 1925 1.292 Crim. 22 novembre 1924 Gaz. Trib. 25 janvier 1925). Cette question est devenue sans intérêt du fait que la loi est maintenant exécutoire depuis plusieurs années.

Mais il reste quand même à fixer le point de départ du délai de trois mois.

Bien entendu, il ne partira que du jour où la décision civile sera définitive par l'expiration des délais de recours. Exceptons bien entendu le cas d'exécution provisoire prévu par l'article 135 du Code de Procédure Civile. Dans ce cas, la pension était

exigible de suite, le débiteur serait condamnable pénalement s'il n'obtempérerait pas.

L'appel ou l'opposition arrêteraient bien entendu le cours du délai de trois mois. Et dans ce cas, le délai ne commencerait à courir que du jour où le jugement sur opposition ou l'arrêt de la Cour d'Appel auraient acquis force de chose jugée.

M. Casanova et de précédents auteurs soulignent qu'un commandement n'est pas nécessaire. Cette opinion absolue n'est pas la nôtre, du moins quand la pension est quérable et non portable, ce que nous examinerons un peu plus loin.

Il est indifférent de distinguer entre les pensions payables d'avance et celles qui sont payables à terme échu. Lorsque trois mois se seront écoulés, le délit existera dans un cas comme dans l'autre.

Mais que faut-il entendre par les mots « demeurer plus de trois mois sans en acquitter les termes » ?

Supposons un débiteur qui règle un terme, reste deux mois sans payer, puis acquitte un autre terme et ainsi de suite. Sera-t-il coupable d'abandon de famille ? A première vue non, puisqu'il ne se passe jamais trois mois sans qu'il fasse un versement. Mais dans ce cas, il arriverait à devoir beaucoup plus de trois mois sans pouvoir être inquiété. Certains auteurs, Mlle Dorge et M. Casanova par exemple, sont allés jusque là. Mais ils s'appuient à notre sens sur une argumentation sans grande portée. M. Marin avait, en effet, proposé que toute interruption d'une durée totale de trois mois fut considérée comme coupable. Les Chambres sont restées muettes sur ce point. Il faudrait donc considérer que la suggestion de l'honorable promoteur de la loi est restée sans effet.

A notre avis, cette interprétation est fâcheuse.

Un débiteur n'effectuant qu'un versement de un mois sur trois resterait ainsi à l'abri des poursuites, pourvu qu'il dosât savamment ses paiements. La chose serait manifestement scandaleuse, et les auteurs de la loi n'ont certainement pas voulu cela. Et comme dans les rapports présentés aux Chambres, rien n'est venu s'opposer formellement à la suggestion de M. Marin,

nous estimons qu'un débiteur qui devra des arrérages de pension pour une période de trois mois devra être tenu pour coupable. En vain objectera-t-on que le débiteur a le droit d'imputer ses paiements comme il le veut. Lorsqu'il sera demeuré en retard d'un nombre de termes correspondant à une période trimestrielle, il ne pourra échapper à la loi.

Mais ceci dit, cet intervalle de trois mois est nécessaire. Tant que ce délai n'est pas expiré, il n'y a pas d'abandon au sens juridique du mot. Un arrêt de la Cour de Cassation du 24 juillet 1925 (S. 1926. 1. 334) intervenu avant la suppression de la procédure de constat devant le Juge de Paix a cassé un arrêt prononçant une condamnation alors que le constat avait eu lieu avant l'expiration des trois mois légaux. Le point ne doit donc plus donner lieu à aucune controverse.

SECTION QUATRIÈME

DE L'INTENTION COUPABLE

L'abandon de famille est un délit intentionnel.

Cela résulte des termes mêmes de la loi. Elle s'exprime nettement à cet égard : ...Celui qui *volontairement*... » Telle est la formule même inscrite dans le texte.

Il ne suffirait donc pas au tribunal de ne constater que le non-paiement. Il faut encore qu'il constate le caractère volontaire de l'abstention, l'intention délibérée du débiteur de se soustraire à ses obligations.

Tous les auteurs estiment que lorsque le non-paiement, la carence du débiteur sont dus à des circonstances indépendantes de la volonté de ce dernier, le délit n'existe pas.

Lorsque la maladie, les déboires financiers auront empêché l'inculpé de s'acquitter, le tribunal ne pourra que le relaxer.

Mais il faut que l'impossibilité de payer soit absolue et complète. Il serait vain pour le débiteur d'arguer de ce que, ne pouvant payer la totalité de ce qui lui avait été imposé par le

tribunal, il n'a rien payé du tout. Celui qui peut faire un paiement doit contribuer à l'entretien des siens dans la mesure où il le peut. S'il ne peut tout payer, qu'il verse au moins les sommes correspondant à ses ressources. Ce n'est qu'à cette condition qu'il pourra échapper aux peines prévues par la loi.

Ainsi la Cour de Cassation en a décidé par un arrêt du 7 juillet 1932. L'espèce était la suivante : Un sieur Voët avait été condamné par une ordonnance de non-conciliation à faire à sa femme une pension de 3.500 francs par mois. Admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, il se vit allouer, à titre de secours, une somme de 2.500 francs mensuellement. Voët ne versa plus la pension qu'il était hors d'état de servir intégralement. Poursuivi pour abandon de famille, il fut condamné par la Cour de Paris le 29 février 1932 à un mois de prison. Sur le pourvoi, la Cour Suprême rendit l'arrêt suivant :

Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 1^{er} de la loi du 7 février 1924 et 7 de la loi du 20 avril 1810 pour contradiction de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a prononcé une condamnation pour délit d'abandon de famille sans constater que le prévenu soit volontairement resté plus de trois mois sans payer les termes de sa pension et en relevant même « qu'il lui a été matériellement impossible de satisfaire complètement aux obligations mises à sa charge » ; que, d'ailleurs, l'état de liquidé judiciaire du débiteur de la pension rendait impossible, sans l'assistance du liquidateur, l'acquittement des termes de la pension :

Attendu que le jugement, dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs, déclare que s'il a été matériellement impossible à Voët, qui avait été condamné, par ordonnance de non-conciliation du 6 mars 1931, à payer à sa femme une pension mensuelle de 3.500 francs et qui ne recevait de son liquidateur qu'une somme de 2.500 francs par mois, de satisfaire complètement aux obligations mises à sa charge, il pouvait tout au moins faire preuve de bonne volonté en abandonnant à sa femme une partie de ses mensualités, et que c'est bien volontairement qu'il s'est abstenu pendant plus de trois mois de lui fournir des subsides ; qu'ainsi les juges du fond ne font pas grief au demandeur de n'avoir pas acquitté intégralement les termes de sa pension, mais d'être resté volontairement plus de trois mois sans verser à sa femme une partie des sommes qu'il recevait de son liquidateur, ce qu'il pouvait faire sans l'assistance de ce dernier ;

Attendu que, par ces constatations souveraines, qui ne renferment entre elles aucune contradiction, la décision attaquée a précisé tous les éléments du délit prévu et réprimé

par l'art. 2 de la loi du 3 avril 1928, qui a modifié la loi du 7 février 1924 ; d'où il suit que, loin d'avoir violé les textes visés au moyen, la Cour de Paris en a fait une exacte application ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme, que la peine a été légalement appliquée ; qu'il en est de même des réparations civiles ordonnées ; — Rejette...

MM. Sevestre, rapp. ; Gazier, av. gén. — M^e Cail, av.

Il est donc nécessaire que le débiteur, qui est dans l'impossibilité de s'acquitter intégralement, fasse au moins preuve de bonne volonté (1).

Les circonstances économiques que la France connaît à l'heure actuelle vont tristement réagir sur le nombre des poursuites pour abandon de famille. Le chômage généralisé, devenu plaie sociale presque incurable, mal endémique des sociétés modernes, va mettre beaucoup de malheureux, d'ouvriers, hors d'état de faire face à des obligations précédemment mises à leur charge. Avec des secours d'attente insuffisants, les « sans-travail » ne pourront pas payer. Il y a là une circonstance exceptionnelle dont les tribunaux ne peuvent pas ne pas tenir compte.

Sans doute, M. Casanova a-t-il raison de vouloir punir ceux qui volontairement diminuent leurs ressources. Mais pour ceux — et leur nombre augmente tous les jours — qui, par suite des faits économiques auxquels ils ne peuvent rien changer, arrivent à peine à se nourrir eux-mêmes, il devrait y avoir, dans la loi même, une protection contre des poursuites inévitables.

La question est certes délicate. Si le chômeur est intéressant, sa femme, ses enfants, ses vieux parents ne le sont pas moins. Et d'autre part, il est parfois bien difficile de distinguer le chômeur du paresseux. A l'heure cependant où une législation du chômage commence à se dessiner, où l'on voit inscrire dans les règlements des caisses de chômage des garanties contre la fraude, garanties qu'on ne s'est pas toujours préoccupé d'assurer au-delà de nos frontières, ne serait-il pas possible d'écarter la menace de poursuites contre toute personne ins-

(1) Voir en ce sens Cass. Crim. 26 novembre 1932. Aff Joriot (Gaz. Pal. 6 janvier 1933).

crite à un fonds de chômage ou hospitalisée dans un établissement de bienfaisance.

Nous croyons même qu'un individu déferé au tribunal correctionnel dans ces conditions devrait être acquitté. La jurisprudence est récemment entrée dans cette voie pour le vagabondage. L'abandon de famille ne devrait pas connaître un sort différent.

Le défaut d'intention coupable peut aussi résulter de la situation particulière du débiteur. La Cour de Montpellier a acquitté le 19 décembre 1930, une dame B..., qui, mariée sous le régime dotal n'avait pas la jouissance de ses biens propres, constitués en dot, et se trouvait de ce fait dans l'incapacité de payer la pension due à sa mère. On a observé avec raison (1) que le mari étant tenu comme allié, cette situation n'était pas sans remède.

On a discuté, avec quelque intérêt, la question de savoir quel doit être le caractère du refus par le débiteur de s'exécuter.

MM. Casanova et Chonez pensent que ce que la loi exige, c'est que l'abstention ait été intentionnelle dans le sens de volontaire. Pour eux, il n'y a pas à examiner les mobiles du débiteur qui ne paie pas. Du moment que ses ressources sont suffisantes pour qu'il remplisse ses obligations, il est coupable s'il ne le fait pas.

Cette thèse ne nous apparaît point conforme à la notion réelle du délit d'abandon de famille. Nous pensons, avec MM. Latreille et Girault qu'il faut quelque chose de plus : la volonté de nuire au créancier alimentaire.

A notre sens, en effet, le refus du débiteur peut être dicté par des motifs de droit ou de fait parfaitement justifiés. Dans cette hypothèse, le tribunal examinera les explications fournies par l'inculpé de sa défaillance. Si ces explications sont valables, il acquittera. Dans le cas contraire, il condamnera.

Ce qui est condamnable, c'est la volonté de laisser dans

(1) Casanova Op. Cit P. 84.

l'abandon sa famille et non la seule volonté de ne pas payer. Car, en effet, il est impossible que le juge correctionnel méconnaisse les règles civiles de paiement.

Dans la pratique, cela s'est traduit devant les tribunaux correctionnels de la manière suivante : Un débiteur est condamné au paiement d'une pension alimentaire. Les articles 205 et suivants n'apportant aucune dérogation aux règles ordinaires du droit civil quant au paiement de cette pension, elle est quérable et non portable. Le débiteur peut attendre que le créancier vienne chercher sa pension. A moins, bien entendu, que le tribunal ne se soit formellement exprimé, comme il arrive souvent, sur le lieu du paiement.

Etait-il dès lors possible de condamner pour abandon de famille celui qui, conformément aux règles posées ci-dessus, reste plus de trois mois sans acquitter les termes de la pension, alors que le créancier est demeuré tout ce temps sans formuler de réclamation ?

En subordonnant l'existence du délit à la constatation préalable par les tribunaux de l'obligation alimentaire, on a certainement voulu à ce point de vue faire prévaloir les règles civiles.

La Cour de Caen a ainsi jugé qu'au cas où la pension est payable au domicile du débiteur, il est nécessaire qu'un commandement ou une mise en demeure quelconque viennent démontrer sa volonté bien arrêtée de se soustraire à son obligation alimentaire (Caen 18 mars 1925 Rec. Caen 1925. 22. En ce sens Trib. Corr. St-Etienne 14 octobre 1932).

Une controverse est née à la suite de la promulgation de la loi du 3 avril 1928 pour savoir si, en attribuant compétence au tribunal du lieu de paiement de la pension, cette loi n'a pas entendu modifier les règles de paiement instaurées par l'article 1217 du Code Civil, et ce, dans un sens favorable au créancier d'aliments. Le Tribunal de la Seine (22 novembre 1928, Aff. Manigley) et le Tribunal de Thonon-les-Bains (30 juillet 1931 Gaz. Pal. 1931. 2.802) l'ont pensé et décidé qu'à l'avenir la pen-

sion devait être considérée comme payable au domicile du créancier d'aliments.

Mais nous ne croyons pas possible d'interpréter dans ce sens les dispositions de la loi du 3 avril 1928.

La Cour de Paris (Chambre des Mises en Accusation 19 février 1929. Gaz. Pal. 1929. 1.558) qui a jugé le contraire nous semble au contraire être dans la raison.

Considérant, dit-elle, que si la loi du 3 avril 1928 modifiant l'article 2 de la loi du 7 février 1924 sur l'abandon de famille a, pour la connaissance du délit correctionnel, décidé que le tribunal compétent pour en connaître serait celui dans la circonscription duquel la pension doit être payée ou les subsides fournis, il ne s'ensuit pas, en l'absence d'un texte précis et en raison du silence des travaux préparatoires que le législateur ait entendu faire, en matière de pension alimentaire, exceptions aux principes généraux édictés par l'article 1247 du Code Civil ; qu'en conséquence la pension due à la dame R... doit être considérée comme quérable et non portable...

(Voir également les conclusions conformes de M. l'Avocat Général Lemant).

Et, tout récemment, par un arrêt du 4 mars 1932, (Gaz. Pal. 1932. 1.689), la Cour Suprême statuant sur pourvoi contre un arrêt de la Cour d'Aix a confirmé cette thèse. Elle a déclaré formellement qu'en l'absence d'indication précise du lieu où la pension était payable, dans le jugement civil de condamnation, c'est au domicile du débiteur qu'elle doit être acquittée.

Il n'y a donc point à notre avis, d'intention coupable chez celui qui attend volontairement pour payer que son créancier vienne chercher ce qui lui est dû. Tout autant que le créancier n'aura pas accompli cette formalité, rien n'autorise à dire que le débiteur cherche à se soustraire à ses obligations.

Faut-il aller jusqu'à dire, avec la Cour de Caen, qu'une mise en demeure est indispensable. C'est, croyons-nous, trop demander. Il suffira que le créancier fasse la preuve que sur sa demande de paiement, amiable ou par commandement, le débiteur ne s'est pas exécuté, pour que le tribunal constate le refus volontaire de ce dernier. A partir de ce moment, l'abstention est devenue coupable et le débiteur encourt une condamnation pénale.

Ce qu'il importe donc d'examiner, c'est le point de savoir d'abord si c'est volontairement que la carence du débiteur s'est produite, et ensuite si ce refus n'était pas justifié par un motif légitime exclusif de la volonté de nuire au créancier. Certes, il est difficile de laisser le débiteur juge de ces motifs. Mais, par ailleurs, peut-on admettre qu'il soit logique de condamner correctionnellement un individu qui, juridiquement, peut refuser de s'exécuter ? Cela est tout à fait impossible.

On arrive de la sorte à conférer aux juridictions de répression une sorte de contrôle des décisions civiles. C'est là évidemment une conséquence inévitable des principes que nous venons de poser, mais qui n'est pas isolée dans le droit français. N'arrive-t-il pas en effet dans les délits d'abus de confiance, par exemple, que les tribunaux avant de constater l'existence du délit, soient obligés de rechercher l'existence d'un contrat de prêt ou de dépôt ?

La Cour de Cassation a paru s'orienter dans la voie de ce contrôle (Crim. 23 mars 1928 D. P. 1929. I. 51). La Cour de Caen avait condamné en vertu de la loi du 7 février 1924 un sieur Lucas, pour non-paiement d'une pension allouée par une ordonnance de non-conciliation. L'inculpé soutenait que la femme ayant cessé d'habiter la résidence qui lui avait été assignée, par ladite ordonnance, il était en droit, aux termes de l'article 241 du Code Civil, de refuser les subsides alimentaires

Attendu, dit la Cour de Cassation, qu'il résulte de l'arrêt attaqué, que la dame Lucas qui a la charge de deux enfants mineurs issus du mariage, a quitté sa résidence pour se livrer plus facilement au travail et subvenir aux besoins desdits enfants. Que Lucas n'a jamais rempli intégralement son obligation alimentaire ; qu'enfin il connaissait le départ de sa femme et qu'il n'a formulé aucune protestation contre ce fait ;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, la Cour d'Appel a pu décider qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir la fin de non-recevoir proposée par le demandeur ; qu'en effet la Cour d'Appel a précisé les circonstances dans lesquelles s'est effectué le départ de la dame Lucas ; et qu'elle a apprécié dans les limites de son droit que les motifs invoqués par cette femme étaient légitimes ; qu'ainsi elle a donné une base légale à sa décision...

Il faut remarquer que la Cour de Cassation n'a pas tranché de façon très nette la difficulté. Elle s'est appuyée, pour moti-

ver son arrêt, sur ce que le départ de la créancière d'aliments avait une cause légitime. Il y a là une part d'incertitude regrettable. Car les termes de l'article 241 sont formels ; la femme est tenue de justifier de sa résidence effective toutes les fois qu'elle en est requise et, à défaut de cette justification, le mari peut refuser le paiement de la provision alimentaire. Le droit ainsi reconnu au mari est formulé très catégoriquement. Il devient alors très difficile de concilier les termes du Code Civil avec la jurisprudence pénale. Le Code Civil a exigé la justification de la résidence de la femme sans distinguer si son absence pouvait être légitime ou non. En apportant cette distinction, la Cour Suprême n'a pas simplifié la question. Car même si la femme avait des motifs légitimes de quitter la résidence qui lui était assignée par le magistrat conciliateur, il lui était toujours loisible de s'y faire autoriser par son mari, ou à défaut par justice en référé, conformément à l'article 238 par. 4 du Code Civil.

La jurisprudence de la Cour de Cassation semble du reste rencontrer d'assez sérieuses résistances.

Le tribunal correctionnel de Nantua (20 juillet 1932) saisi de la question s'est prononcé énergiquement pour l'application rigoureuse de l'art. 241.

Voici du reste le texte de cette décision.

LE TRIBUNAL. — Attendu que sur une demande en divorce formée par Guillot, le président du siège a, par ordonnance de non-conciliation, alloué à la femme une pension alimentaire et l'a autorisée à résider à Oyonnax chez sa mère ;

Attendu que le 1^{er} mars 1932, la dame Guillot-Allemand changea de logement et vint habiter, toujours à Oyonnax, une maison sise rue Laplanche, et que Guillot, se basant sur l'art. 241 C. civ., refusa dès lors de lui payer sa pension ; que cette situation s'étant perpétuée pendant plus de 3 mois, Guillot a été poursuivi par le ministère public sous la prévention d'abandon de famille et que la dame Guillot-Allemand, par voie de conclusions prises à la barre, s'est régulièrement portée partie civile :

Attendu qu'aux termes de l'art. 241 C. civ., lorsque la femme abandonne la résidence qui lui a été assignée au cours d'une instance en divorce, le mari est en droit de refuser le paiement de la pension alimentaire ; que ce texte doit être d'autant plus rigoureusement respecté que, dans notre législa-

tion actuelle, l'obligation du mari est sanctionnée pénalement et qu'il ne saurait dès lors être étendu au delà des limites dans lesquelles la loi a entendu la renfermer ;

Attendu, en l'espèce, que si la dame Guillot-Allemand a pu avoir des raisons légitimes de changer de logement, elle a eu le tort de ne pas les faire valoir devant le juge compétent et de ne pas obtenir de lui l'attribution d'une autre résidence ; qu'il demeure constant que depuis le 1^{er} mars 1932 elle n'occupe plus la maison qui lui avait été indiquée sur sa propre demande, et que Guillot n'a fait qu'user de son droit en suspendant à partir de cette date le paiement de la pension qu'il lui devait ;

Attendu que si regrettable que soit, au point de vue de l'équité, la solution qui va intervenir, elle est impérieusement commandée par l'art. 241 C. civ., et par les principes de notre législation pénale ;

Par ces motifs. — Relaxe Guillot des fins de la poursuite ; — Rejette l'action civile de la dame Allemand.

M. Navet, subst. — M^{es} Rogier et Auboyet, av.

Nous retiendrons donc de la thèse de la Cour de Cassation seulement l'appréciation faite par la juridiction pénale des règles civiles, en vue de déterminer l'existence du délit. Mais en ce qui concerne le bien fondé de cette appréciation, il y a entre les termes du Code Civil et la jurisprudence décidant qu'une femme a le droit de quitter sa résidence sans s'y faire autoriser, si elle invoque des motifs légitimes, une incompatibilité absolue qui obligera tôt ou tard la Cour de Cassation à réviser sa jurisprudence. Ou bien à chercher pour la justifier d'autres motifs que le caractère légitime de l'absence de la femme. A cet égard, l'autre argument employé par la Cour de Cassation, repris d'ailleurs par la Cour de Lyon (6 janvier 1926. D. H. 197) que le mari ayant connu sans protester le départ de sa femme est sans droit d'invoquer ce départ pour se décharger du paiement, nous semble beaucoup plus convaincant.

D'ailleurs qui serait juge, en définitive, de la légitimité du départ de la femme ?

La Cour de Douai (14 octobre 1926 Rec. Douai 1927. 78) avait refusé au mari le droit d'apprécier les motifs invoqués par son épouse, en ajoutant, ce qui est pour le moins inattendu, que cette appréciation échappe également à la compétence du juge répressif. On ne paraît pas avoir pris garde, en décidant

ainsi, que c'est à la femme que l'on confiait le soin de faire cette appréciation. On a ainsi fait échec à une règle formelle de droit civil. Ce n'est pas au mari de saisir la juridiction civile des motifs du départ de son épouse. C'est à celle-ci de se faire autoriser à changer de résidence. Les dispositions du Code Civil ne permettent pas d'envisager une autre solution.

La tendance de la Cour de Cassation et de certaines Cours d'Appel à une répression vigoureuse, ne saurait aller jusqu'à transgresser ces règles.

Ayant ainsi délimité le droit de la juridiction répressive d'examiner si, à travers les explications de l'inculpé, on peut déceler l'intention de nuire, doit-on assimiler au débiteur de mauvaise foi, celui qui, en fait insolvable, ne l'est devenu que par suite d'une volonté systématique de faire disparaître son patrimoine ?

A notre avis, cela ne fait pas de doute. Lorsque l'insolvabilité aura été ainsi organisée, le délit de refus volontaire de paiement existera complètement. Il y aura refus de paiement puisque le créancier ne touchera pas ses aliments. Il y aura aussi intention coupable, puisque celui qui se trouvera ainsi dans l'impossibilité de payer ne sera dans cette situation que parce qu'il aura voulu nuire à son créancier.

Doit-on également retenir comme coupable celui qui sera tombé dans la misère par manque de volonté, faiblesse, ou incurie ?

M. Marin dans sa proposition de loi avait suggéré qu'on retint comme coupable celui dont l'insolvabilité serait l'aboutissement d'une inconduite notoire, de la paresse ou de l'ivrognerie habituelle.

Mais le rapporteur à la Chambre, M. Cautru, ne tint pas compte de cette suggestion. Il eût été d'ailleurs dans la pratique bien difficile de connaître en quelque sorte les causes morales de la détresse d'un débiteur.

A l'inverse de celui qui organise sciemment son insolvabilité, et dont la volonté coupable se décèle par des actes exté-

rieurs frauduleux, celui qui, par faiblesse morale, deviendrait sans ressources, est comme on l'a fait remarquer plus malheureux que coupable.

Il y a dans l'appréciation de l'élément intentionnel un pouvoir souverain des juges du fait. Ils auront donc à apprécier d'abord si les ressources du débiteur sont suffisantes. Dans la négative, ils verront si cette insuffisance a été calculée. Ils apprécieront dans l'affirmative si les motifs donnés par le débiteur pour expliquer sa carence sont justifiés et ils déduiront de tous ces éléments l'existence ou l'absence de la volonté de nuire qui demeure une condition essentielle du délit.

DEUXIÈME PARTIE

Organisation de la Repression

CHAPITRE PREMIER

DE LA COMPÉTENCE

SECTION PREMIÈRE

COMPÉTENCE " RATIONE MATERIE "

La connaissance du délit d'abandon de famille a été déferée par la loi aux tribunaux correctionnels. Ce point ne saurait soulever de difficulté en raison des peines prévues par la loi du 3 avril 1928, et qui sont incontestablement des peines correctionnelles. Et dans la pratique, il n'y a eu aucune controverse pour en décider ainsi.

Exceptons cependant le cas des privilèges de juridiction conférés aux magistrats ou aux hauts dignitaires de l'Ordre de la Légion d'Honneur. A leur égard, la Cour d'Appel sera incontestablement compétente (Art. 479 et suiv. du Code d'Instruction Criminelle) et loi du 20 avril 1810 art. 10). La loi du 7 février 1924 et celle du 3 avril 1928 n'ont apporté aucune dérogation à ce privilège inscrit dans une loi générale.

Que décider par contre en ce qui concerne les militaires et les marins en activité de service ?

Avant la loi du 9 mars 1928, sur les tribunaux de justice militaire, pour l'armée de terre, la Cour de Cassation, par un

arrêt du 30 octobre 1925 (Bulletin Criminel 1925, page 580), avait décidé que les conseils de guerre étaient compétents pour connaître les délits d'abandon de famille commis par les militaires. Elle estimait que la compétence des Conseils de Guerre étant générale, il n'y avait pas lieu de déroger pour le délit qui nous occupe.

Vint la loi du 9 mars 1928.

Elle disposa que les tribunaux de justice militaire ne connaîtraient plus que des infractions spéciales d'ordre militaire. En conséquence, elle restitua aux tribunaux de droit commun la compétence pour tous délits commis par les militaires en activité de service, en temps de paix.

Elle a cependant posé une curieuse question en réservant aux juridictions militaires le jugement des infractions de toute nature commises dans les casernes, quartiers, établissements militaires et chez l'hôte.

Nous avons vu, en effet, poser par la Cour de Cassation le principe que la pension était quérable et non portable, sauf stipulation contraire du juge. Or il arrive fréquemment que des sous-officiers de carrière ou les maîtres-selliers ou encore les maîtres-bottiers occupent dans les quartiers des logements personnels. Le lieu du délit au cas où ils ne paieraient pas une pension alimentaire quérable serait donc théoriquement placé dans un bâtiment militaire. Le tribunal de justice militaire serait-il compétent pour en connaître ?

A prendre au pied de la lettre le texte de la loi du 9 mars 1928, oui. Nous pensons cependant que le délit d'abandon de famille étant un délit d'inaction et l'abstention coupable devant durer trois mois pendant lesquels le militaire ne restera pas toujours à la caserne, ce sont néanmoins les tribunaux de droit commun qui seront compétents. Les travaux préparatoires parlementaires de la loi du 9 mars 1928 montrent que cette loi a voulu restituer aux juridictions ordinaires la compétence pour toutes infractions qui n'étaient pas spécifiquement militaires. La restriction apportée pour les infractions commises dans les bâtiments soumis à l'autorité militaire a été faite dans un but

disciplinaire (vols et rixes à l'intérieur des casernes, susceptibles de troubler l'ordre). L'esprit même dans lequel cette restriction est intervenue montre qu'on ne saurait comprendre le délit d'abandon de famille au nombre des délits pouvant être exceptionnellement déférés aux tribunaux de justice militaire.

Qu'arrivera-t-il si la personne poursuivie est un marin ?

La loi du 9 mars 1928 ne leur étant pas applicable, puisqu'elle ne s'applique qu'aux militaires de l'armée de terre, on devrait en déduire, selon la thèse de la Cour de Cassation exposée plus haut, que les tribunaux maritimes sont compétents pour juger les marins coupables d'abandon de famille. Il existe en sens contraire une décision du tribunal correctionnel de Rochefort-sur-Mer du 11 mars 1926 (D. H. 1926. 279) motivée comme suit :

Attendu que sans doute la loi réprimant le délit d'abandon de famille n'a pas prévu expressément le cas où l'infraction serait commise par un marin en activité de service et n'a pas indiqué par suite à quelle juridiction elle devrait être déférée mais qu'on retrouve, comme pour les lois sanitaires, les mêmes raisons de décider que l'attribution de compétence, en ce qui concerne ces infractions, est réservée aux tribunaux ordinaires ; qu'il s'agit de l'exécution des décisions de la juridiction civile méconnue par le délinquant, pouvant être l'objet d'une discussion, matière qui, à raison de sa nature, doit être plus particulièrement soumise aux tribunaux ordinaires, desquels ces décisions émanent...

On peut répondre évidemment à ces motifs que c'est la qualité de marin en activité de service et non la nature du délit qui est déterminante de la compétence d'exception. Cependant, la thèse du tribunal de Rochefort nous semble excellente, en ce qu'elle soustrait à l'appréciation de juges exceptionnels les décisions des juridictions de droit commun.

Il serait en tout cas souhaitable que le Code de Justice militaire pour l'armée de mer, dont la refonte est en préparation, se préoccupe de cette question.

SECTION DEUXIÈME

COMPÉTENCE “RATIONE LOCI”

Le droit commun (articles 23, 29, 30 et 63 du Code d'Instruction Criminelle) prévoit pour le jugement des infractions correctionnelles une triple compétence : celle du domicile de l'inculpé, celle du lieu du délit ; celle du lieu de l'arrestation du coupable.

La loi du 3 avril 1928 a apporté au point de vue de la compétence “ratione loci” une dérogation assez curieuse. Elle s'exprime en effet de la manière suivante : “Le tribunal compétent pour connaître du délit sera celui dans la circonscription duquel la pension devra être payée et les subsides fournis”.

Très généralement, les décisions de justice comportant paiement d'une pension indiquent le lieu du paiement de la pension. Elles fixent, par là même, la compétence pénale. Car il est évident que la stipulation de la loi du 3 avril 1928 écarte l'application des règles ordinaires de la compétence.

Nous avons vu plus haut (1) que, lorsque la pension n'a pas été indiquée comme payable à un endroit désigné, les règles du droit commun doivent déterminer le lieu du paiement. La Cour de Cassation en a ainsi décidé et la controverse paraît maintenant épuisée.

La tendance de la jurisprudence, avant que la Cour Suprême ne se fût prononcée étant toutefois en sens contraire. Les auteurs (2) s'y ralliaient à peu près unanimement pour le motif suivant : le texte primitif, celui de la loi de 1924 est resté muet sur la compétence. En introduisant une disposition explicite en 1928, dans la législation de l'abandon de famille, le Parlement a, de toute évidence, voulu se prononcer dans un sens favorable aux créanciers alimentaires. La loi du 3 avril 1928 comporte donc une dérogation tacite aux règles fixées

(1) Voir page 61 et suiv.

(2) V. Chonez Op. Cit. page 133, Casanova. Op. Cit. P. 102.

par l'article 1247 du Code Civil, et c'est le lieu du domicile du créancier qui sera celui du paiement et fixera par suite la compétence. (1)

Ce raisonnement ne nous paraît point convaincant et nous préférons la thèse beaucoup plus juridique de la Cour de Cassation. D'abord, il n'est pas du tout prouvé que la loi de 1928 ait voulu attribuer compétence au tribunal du domicile du créancier. Si tel avait été son but, elle l'aurait dit clairement sans qu'il soit nécessaire de prendre un détour.

Ensuite le texte même des dispositions légales était fort catégorique. "Lieu du Paiement", dit la loi. Il reste à déterminer ce lieu d'après les règles ordinaires, sans faire dire aux mots ce qu'ils ne disent pas.

Et la Cour de Cassation a nettement fixé en ce sens sa jurisprudence. Nous prions le lecteur de se reporter plus haut à la discussion que nous avons ouverte sur ce point.

(1) En ce sens Trib. Seine. 22 nov. 1928 et Trib. Nice, 19 juin 1929 (La loi du 3 juillet 1929).

CHAPITRE DEUXIÈME

PROCÉDURE

SECTION PREMIÈRE

DE L'ACTION PUBLIQUE

Ayant déterminé les tribunaux compétents « *ratione materie* » et « *ratione loci* », il nous reste à voir dans quelle forme l'affaire sera instruite et jugée.

La première question à examiner est le droit pour le Ministère Public d'exercer d'office l'action publique.

L'article 22 du Code d'Instruction Criminelle, en confiant au Parquet l'exercice de l'action publique, n'a pas posé une règle sans exceptions. Dans certains cas, en effet, les particuliers peuvent à leur gré y mettre obstacle. Tel est le cas du mari dans une poursuite d'adultère ou du plaignant dans une poursuite en diffamation. L'exercice de l'action publique est alors subordonné au dépôt d'une plainte, et le retrait de cette plainte met fin aux poursuites pénales.

Or, la loi sur l'abandon de famille a employé des termes ambigus : « Le titre de pension et tous actes de poursuite et d'exécution, dit-elle, auxquels il aurait été procédé devront être déposés entre les mains du Procureur de la République, en même temps que la plainte. »

On pourrait en déduire que la loi a, de cette façon, entendu ôter au Procureur de la République l'exercice d'office de l'action publique.

Un autre argument en faveur de cette solution peut être

tiré du fait que l'article 2 paragraphe 3 de la loi de 1924 ne donnait au Parquet le droit de poursuivre qu'au cas seulement où l'un des parents étant mort, le survivant ne payait pas la pension.

Ce paragraphe a disparu de la rédaction nouvelle. La conclusion peut être que dans tous les cas, le Parquet ne poursuivra que lorsqu'il aura été saisi par une plainte.

Pourtant, ce point ne semble pas avoir soulevé grandes difficultés dans la pratique.

D'abord parce que l'article 22 du Code d'Instruction Criminelle a une portée générale, et que la loi a strictement défini les cas dans lesquels une plainte préalable serait nécessaire de la part de la partie lésée pour mettre en branle l'appareil judiciaire.

D'autre part, la proposition de loi déposée par M. Louis Marin en 1924 réglementait les personnes qui avaient le droit de déposer plainte. Mais le rapporteur à la Chambre des Députés de la seconde proposition a clairement dit que l'abandon de famille était un délit comme les autres. C'était d'ailleurs la raison qui l'amenait à proposer la suppression de la procédure de constat devant le Juge de Paix. Du fait qu'aucune réglementation n'est intervenue pour désigner les plaignants, on peut déduire avec certitude que le Ministère Public a plein pouvoir d'initiative.

Mais en indiquant que la plainte devait être déposée entre les mains du Procureur de la République, il va sans dire que la loi a été mal rédigée, et que la partie plaignante a tout-à-fait le droit de porter plainte entre les mains du Juge d'Instruction avec constitution de partie civile.

Elle pourra même, indiscutablement, saisir directement le Tribunal Correctionnel.

L'interprétation à donner aux termes de la loi que nous avons transcrits plus haut est qu'ils constituent une disposition non impérative, de nature à faciliter l'instruction de la poursuite.

Le Tribunal Correctionnel sera donc saisi par les voies de droit commun : comparution personnelle du prévenu, citation

directe du Parquet ou de la partie civile, ordonnance de renvoi du Juge d'Instruction ou arrêt de la Chambre des Mises en Accusation.

Le Ministère Public aura la faculté de prendre plusieurs partis :

Sur le vu d'une enquête officieuse, il suivra la procédure des flagrants délits, puisqu'une peine d'emprisonnement est encourue (loi du 20 mars 1863, art. 1).

La presse judiciaire a entamé il y a quelques mois une campagne pour obtenir l'emploi fréquent de cette procédure qui, en fait, reste très peu usitée.

Dans la majeure partie des cas, le Procureur de la République cite directement le prévenu devant le Tribunal Correctionnel (article 182 du Code d'Instruction Criminelle).

Enfin, il lui est loisible de requérir dans les formes ordinaires l'ouverture d'une information par un Juge d'Instruction. Mandat de dépôt ou mandat d'arrêt pourront en outre être délivrés contre l'inculpé avec observation qu'en cas d'incarcération, la mise en liberté du prévenu sera de droit dans les cinq jours du premier interrogatoire, si ce dernier possède un domicile. La peine encourue est en effet inférieure à deux années d'emprisonnement (art. 113 du Code d'Instruction Criminelle),

L'instruction à l'audience ne présente aucune particularité. Dans la presque totalité des cas, le Ministère Public fait citer le créancier comme témoin à charge, le prévenu conservant le droit de faire entendre comme témoins à décharge les personnes susceptibles d'éclairer le tribunal sur sa situation et les causes de sa carence.

Nous mentionnons pour mémoire que la loi du 7 février 1924 avait organisé une procédure de constat devant le Juge de Paix.

Cette procédure ayant disparu, avec la promulgation de la loi du 3 avril 1928, ne présente plus qu'un caractère documentaire et historique.

L'utilité de cette procédure était du reste fort discutable.

Son résultat le plus clair était d'allonger sans nécessité les poursuites correctionnelles et le Parlement a certainement eu raison de la supprimer.

SECTION DEUXIÈME

DE L'ACTION CIVILE

Est-il possible qu'il y ait une action civile en matière d'abandon de famille ?

Indiscutablement oui. Le créancier d'aliments a certes un titre constitué par le jugement qui lui accorde des aliments. Mais si les termes de pension fixée par le Juge ne lui sont pas payés à leur échéance, il éprouvera de la sorte un préjudice qui peut être considérable. Il faut donc lui reconnaître le droit de réclamer réparation de ce préjudice. Auteurs et jurisprudence sont d'accord pour le faire.

Le préjudice doit résulter uniquement du délit lui-même. La partie civile ne saurait réclamer devant le Tribunal Correctionnel le paiement des termes arriérés de la pension. (Voir notamment Lyon, 3 décembre 1924. Gaz. Pal. 1925. 1. 169 et Trib. Corr. de la Seine, 12 février 1925. Gaz. Pal. 1925. 1. 619).

La Cour de Lyon a motivé en ces termes sa jurisprudence :

Attendu que L... a été condamné par ordonnance de non-conciliation du 17 mars 1921 à verser à son épouse une pension alimentaire mensuelle de 300 francs,

Attendu que cette ordonnance exécutoire par provision constitue au bénéfice de la dame L... un titre émanant de l'autorité judiciaire ; qu'elle ne peut donc solliciter une nouvelle décision en employant la voie de la constitution de partie civile devant le tribunal correctionnel ; que cette prétention se heurte à l'autorité de la chose jugée ;

Attendu, au surplus, que la source même de la créance de la dame L... se trouve dans l'obligation légale qu'a le mari de pourvoir à l'entretien de sa femme et de ses enfants ; que la loi du 7 février 1924, en instituant le délit d'abandon de famille, a seulement sanctionné la carence de celui qui, volontairement se soustrait à l'accomplissement de ses obligations familiales, consacrées par une décision de justice ; que la constitution ne pourrait être admise que si elle avait pour but

la réparation du préjudice résultant directement et uniquement du délit lui-même ;

Que tel n'est pas l'objet de la présente constitution ; qu'il y a donc lieu de la déclarer irrecevable....

On comprend certes l'intérêt du créancier à se porter partie civile pour les termes arriérés : il pourrait ainsi les recouvrer par voie de contrainte par corps. Mais on ne saurait énoncer plus clairement que ne l'a fait la Cour de Lyon les principes selon lesquels les tribunaux correctionnels ne peuvent prononcer de condamnation civile que pour les dettes nées directement du délit.

Ceci étant admis, comment s'exercera l'action civile née du délit ?

Le créancier aura incontestablement le droit d'exercer une action civile séparée. Il la portera, selon le chiffre de sa demande, devant le Juge de Paix ou devant le Tribunal Civil. Dans ce dernier cas, encore que se rattachant à la demande d'aliments, la demande ne bénéficiera pas de la dispense du préliminaire de conciliation instituée par l'article 49 du Code de Procédure Civile.

Le créancier, pour intenter son procès, n'aura même pas besoin d'attendre qu'une condamnation correctionnelle soit intervenue. Il pourra lancer son ajournement dès que le délit aura été commis, sans se préoccuper de la voie pénale. Mais ce choix est impératif et la règle « *una via electa* » l'empêchera de se porter ensuite partie civile devant la juridiction répressive.

Devant celle-ci, le créancier aura, pour faire valoir ses droits, les trois moyens ordinaires :

Ou bien la constitution de partie civile devant le Juge d'Instruction ;

Ou bien la citation directe devant le tribunal ;

Ou bien encore l'intervention à l'audience sur les poursuites du Parquet.

Signalons à cet égard un curieux arrêt de la Cour de Rouen qui a jugé qu'une femme mariée en instance de divorce n'avait point besoin de l'autorisation maritale ni de justice pour intervenir comme partie civile dans une poursuite d'abandon de famille dirigée contre son mari.

La Cour de Rouen a pris argument (6 décembre 1930, aff. Letellier non publiée) de l'article 238 du Code Civil autorisant la femme mariée à ester en justice pour la conservation de ses droits jusqu'à la fin de l'instance en divorce.

.... Attendu que Letellier soutient que cette constitution partie civile est irrecevable, la dame Letellierne justifiant de pas, pour édifier sa procédure, de l'autorisation maritale, ni à son défaut de celle de justice ;

Mais attendu qu'aux termes de l'art. 238 du Code Civil, la dame Letellier, en raison de l'instance en divorce qu'elle a engagée contre son mari, est suffisamment habilitée pour faire toutes procédures pour conservation de ses droits et ester en justice jusqu'à la fin de l'instance ; que son intervention est une procédure prévue par ledit article,...

Cette solution nous paraît très discutable. Il ne s'agit point là, en effet, d'une mesure conservatoire, mais d'une action principale et nous pensons que pour agir, en justice devant le Tribunal Correctionnel, la femme mariée a besoin de l'autorisation de son mari ou, à défaut, de l'autorisation de justice donnée dans les formes des articles 861 et suivants du Code de Procédure Civile.

Le jugement qui prononcera la peine statuera en même temps sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile.

Une certaine jurisprudence (1), approuvée par un certain nombre d'auteurs (2), décide que, s'agissant du non-paiement d'une somme d'argent, les dommages-intérêts seront moratoires et fixés conformément à l'article 1153 du Code Civil, selon le taux de l'intérêt légal

Nous ne partageons point cette manière de voir.

Les intérêts de droit doivent courir depuis le jour de la mise en demeure. Ils seront dans ce cas acquis de plein droit. Mais en créant le délit d'abandon de famille, la loi a sanctionné autrement le retard. Elle en a fait une infraction. Elle l'a juridiquement différencié de la simple demeure civile. A notre avis, et par l'arrêt cité plus haut, la Cour de Lyon a implicitement admis ce point de vue, l'existence même du délit ouvre droit à

(1) Tri. Corr. Marseille 10 juillet 1926 D. H. 1926. 544

(2) V. not. Casanova Op. Cit., page 108 .

une réparation autre que celle constituée par de simples intérêts légaux.

On peut dire du reste que la quasi-unanimité des tribunaux correctionnels accorde des dommages-intérêts lorsqu'il est fait la preuve d'un préjudice. Dans le cas, par exemple, où le créancier impayé aurait, pour subsister, contracté d'onéreux emprunts.

Ces dommages-intérêts seront recouvrables à l'aide de la contrainte par corps. On a vu plus haut que la partie civile n'est pas admise à réclamer devant le tribunal correctionnel le montant des termes non payés. Dans ces conditions, les craintes de ceux qui voyaient dans l'abandon de famille une restauration camouflée de la contrainte par corps pour dettes civiles deviennent assez chimériques.

La loi indique formellement que les actes d'exécution et le titre de pension devront être remis au Procureur de la République à l'appui de la plainte. On en a déduit que le défaut de remise de ces pièces entraînerait l'irrecevabilité de la constitution de partie civile.

Nous estimons que cette interprétation est trop rigoureuse. Du fait même que le Procureur de la République n'est pas le seul magistrat compétent pour recevoir la plainte, nous pensons que la prescription légale n'est pas impérative. D'ailleurs le texte ne prévoyant aucun délai pour la remise de ces pièces au Parquet, s'il existe un doute sur l'existence ou la teneur du jugement constituant le titre de pension, le tribunal pourra toujours ordonner que la grosse ou une expédition seront versés aux débats pour être soumis à la discussion contradictoire du Parquet, de la partie civile et du prévenu.

On ne voit pas du reste très bien l'utilité de cette remise de pièces. Le seul avantage qu'elle présente est de permettre aux magistrats du Parquet de se rendre compte si la décision de condamnation à une pension alimentaire a été signifiée et est passée en force de chose jugée, et ce avant d'intenter les poursuites. Ce paragraphe pourrait disparaître sans inconvénient du texte de la loi, surtout en présence de la confusion regrettable que sa rédaction a fait naître.

CHAPITRE TROISIÈME

LES PEINES

Ce que la loi a eu en vue, c'est d'amener le débiteur à s'acquitter de ce qu'il doit par une contrainte pénale, pesant sur sa volonté. Comme l'a fait remarquer un auteur, M. Chonez : "Les peines n'interviennent que lorsque la stabilité du foyer, est déjà compromise. Néanmoins, elles atténuent la gravité du mal que cause l'abandon. Elles font respecter des intérêts très légitimes ; elles portent secours à la victime du délit".

C'est donc plus un but de prévention que de répression que le législateur s'est fixé, Ce qu'il a cherché, c'est un moyen de coercition individuelle au moins autant qu'une réparation sociale. C'est ce qui explique la disposition aux termes de laquelle, en cas de récidive, la loi prescrit le prononcé obligatoire d'une peine d'emprisonnement. Nous verrons du reste un peu plus loin ce qu'il faut entendre par là.

SECTION PREMIÈRE

PEINES PRINCIPALES ET RÉCIDIVES

L'individu reconnu coupable d'abandon de famille est passible d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de 100 à 2.000 francs.

En raison des termes de la loi, le tribunal prononcera à son gré, la peine d'emprisonnement ou la peine d'amende, au moins lors de la première condamnation, mais non les deux à

la fois (Cass. 13 décembre 1929. Bull. Crim. décembre 1929, page 565)

En cas de peine d'emprisonnement, les condamnés seront soumis à l'emprisonnement individuel, la peine prévue étant inférieure à un an et un jour (loi du 5 juin, 1875 art. 2) et la peine sera subie dans une maison de correction départementale.

La loi stipule en outre qu'en cas de récidive la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée. L'obscurité de cette disposition a donné lieu à des controverses.

D'après un premier système, les articles 57 et 58 du Code Pénal réglant la petite récidive correctionnelle se trouvent écartés. Il s'agirait d'une récidive spéciale créée par la loi de 1924. La raison sur laquelle on s'appuie pour décider ainsi est la suivante ; lorsqu'une loi contient des règles sur la récidive particulière à un délit, ces règles seules doivent être appliquées. D'après ce système, défendu par M. Casanova : est en état de récidive tout individu qui, ayant encouru une première condamnation définitive pour abandon de famille commet à nouveau ce délit. Le quantum de la première peine prononcée est sans intérêt.

Nous ne nous rallions point à cette opinion. Sans doute, elle répond au vœu manifeste du législateur. Ce dernier a certainement voulu, en cas de seconde condamnation, appliquer une peine de prison quelle qu'ait été la première condamnation. Malheureusement la rédaction défectueuse de la loi de 1924 et de celle de 1928 n'autorisent pas cette interprétation.

Le mot "récidive" a juridiquement un sens précis. La récidive requiert des conditions d'existence parfaitement déterminées. La peine prévue ici ne dépassant pas un maximum de un an de prison, une première condamnation à l'amende ne saurait servir de premier terme à l'existence de la récidive (art. 58 paragraphe 2 du Code Pénal).

C'est donc seulement en cas de condamnation à l'emprisonnement déjà prononcée, avec ou sans le bénéfice de la loi de sursis qu'en cas de nouvelles poursuites les juges devront punir le second délit également d'une peine de prison.

La jurisprudence retenue par M. Casanova ne doit pas servir à notre sens à déterminer l'existence de la récidive, mais les pénalités à appliquer au cas de récidive dûment constatée, selon les règles du droit commun. Dans cette hypothèse, la récidive étant reconnue, la répression devra se faire selon les règles particulières posées par la loi de 1928. Nous ne pensons d'ailleurs même pas que ces règles soient exclusives de l'application de l'art. 58 du Code Pénal.

Ce dernier article stipule qu'en cas de récidive, le récidiviste sera condamné à une peine qui sera du double de la première sans pouvoir dépasser le double du maximum de la peine encourue. Mais l'application de l'article 463 du Code Pénal sur les circonstances atténuantes permet aux juges de descendre au dessous de ces peines, et même au dessous de 16 francs d'amende. L'abandon de famille fait l'objet d'une disposition spéciale. Nous sommes d'avis que des termes de la loi du 3 avril 1928, on doit en cas de récidive prononcer obligatoirement une peine d'emprisonnement. Le jeu de l'art. 463 permettra aux juges de descendre jusqu'à 1 jour de prison, mais ils n'auront pas dans ce cas la faculté de descendre à la peine d'amende.

L'interprétation générale que nous pouvons donner de l'organisation des peines est donc la suivante sous le régime de la loi de 1928.

La récidive sera déterminée quant à son existence par l'article 58 du Code Pénal, sur la petite récidive correctionnelle. Le récidiviste encourra les peines de la manière fixée à ce dernier texte. Mais au cas de circonstances atténuantes, le récidiviste ne pourra être condamné à une peine d'amende. Obligatoirement, il lui sera fait application d'une peine de prison.

D'ailleurs cette thèse nous semble plus logique que celle de M. Casanova, reprise par MM. Choncz et Latreille. Ces honorables auteurs, après avoir écarté l'article 58 pour l'application des peines et pour l'insuffisance d'une première condamnation à l'amende constituant le premier terme de la récidive, le retiennent néanmoins pour décider que le deuxième délit doit être commis dans les cinq ans de la première condamnation.

Plus logique, M. Goyet, qui écarte dans tous les cas les règles du droit commun, estime qu'il y a récidive, quel que soit le délai écoulé entre les deux termes qui la composent.

M. Chonez indique, pour combattre ce point vue... "qu'il lui semble improbable que le législateur ait entendu se montrer, pour les récidivistes du délit d'abandon de famille aussi dur que pour les récidivistes de crime à crime, et que son intention ait été d'instituer une nouvelle sorte de récidive perpétuelle".

Cela nous paraît l'évidence même. Mais il ne peut y avoir de transaction entre l'opinion de M. Goyet et la nôtre. Ou l'on admet que la loi de 1928 a créé une récidive particulière, mais rien dans le texte ne justifie cette opinion. Dans ce cas, il faut écarter complètement l'article 58 du Code Pénal, ou bien on pensera avec nous que la loi de 1928 peut et doit se combiner avec l'art. 58 qu'elle ne contredit point. Et dans cette hypothèse, on fera cadrer la loi de 1928 avec les règles générales de la récidive de droit commun.

Mais on ne saurait à la fois retenir et écarter l'art. 58, comme le font MM. Casanova, Latreille et Chonez.

La Cour de Cassation a donné, au moins implicitement, croyons-nous, le secours de son autorité à l'interprétation que nous proposons.

Nous avons dit, en effet, que le seul résultat de la loi de 1928 était d'empêcher, en cas de récidive, l'application de la peine d'amende. Or la Cour Suprême a cassé, 13 novembre 1929, un arrêt de la Cour de Nîmes qui avait condamné cumulativement un prévenu récidiviste à 15 jours de prison et 200 francs d'amende.

Attendu, dit l'arrêt, que la loi prononce en cas de récidive, contre l'auteur du délit d'abandon de famille, une peine d'emprisonnement, à l'exclusion de celle d'amende ; que c'est donc à tort que l'arrêt attaqué a condamné cumulativement le prévenu à l'emprisonnement et à l'amende...

* *

Est-il d'autre part nécessaire qu'un nouveau délai de trois mois ait couru depuis la première condamnation ?

Oui, disent encore la majorité des auteurs. M. Casanova notamment pense que quelque prolongée qu'ait été l'abstention, du débiteur de la pension avant sa première condamnation, il ne saurait y avoir contre lui qu'une seule poursuite et qu'un seul jugement. De là cette conséquence que lorsque le prévenu aura été condamné une première fois, il y aura lieu d'attendre une seconde fois l'expiration d'un délai de trois mois après la première condamnation pendant lequel le débiteur aura persisté dans son refus de payer.

La jurisprudence n'a pas sanctionné cette manière de voir.

Un arrêt de la Cour de Dijon du 13 octobre 1931 (D. H. 1931. 516) a décidé que pour que le coupable se trouve en état de récidive légale, il suffit que la volonté de ne pas acquitter les termes de la pension ait persisté après le jour où la décision l'ayant déjà condamné pour un délit de même nature est devenue définitive, et avant que soient engagées de nouvelles poursuites. Il n'est pas nécessaire qu'un nouveau délai de trois mois se soit écoulé entre le jugement primitif et la nouvelle citation.

Cet arrêt nous semble parfaitement juridique. Le premier jugement ne fait pas cesser l'état délictueux. Le délit d'abandon de famille étant un délit continu ne cesse que lorsque les paiements reprennent : Encore ces paiements n'effacent-ils pas le délit antérieur.

Il en serait cependant autrement si le débiteur s'acquittait après la première condamnation. Dans cette hypothèse, il faudrait qu'un délai nouveau de trois mois s'écoulât entre la date de la nouvelle cessation de paiements et la nouvelle citation devant le Tribunal Correctionnel.

Ainsi que nous l'avons expliqué (1) il faudrait, pour constituer le prévenu en état de récidive, que la nouvelle cessation de paiements intervint avant l'expiration des cinq années qui suivent le jour où la condamnation primitive est devenue définitive.

(1) Voir page

Exemple : Un individu est condamné à une peine d'emprisonnement pour abandon de famille et sa condamnation ne devient définitive que le 1^{er} mars 1930. Après s'être acquitté de tout l'arriéré du à cette date, il cesse tout paiement le 1^{er} février 1935. Au 1^{er} mars 1935, le délai de trois mois ne sera pas achevé et il n'y aura pas de délit. Mais si cet individu ne s'est pas acquitté de sa dette au 1^{er} mai 1935, il aura alors commis une infraction qui aura commencé d'être exécutée avant l'expiration du délai de cinq années prévu pour la récidive. La date du délit se plaçant, comme nous l'avons dit, au jour où l'inaction a commencé ; le prévenu sera donc récidiviste.

Si la récidive permet l'aggravation de la peine prononcée, par contre le jeu des circonstances atténuantes permet de l'adoucir.

La loi du 3 avril 1928 permet expressément d'en faire l'application.

Cette disposition expresse de la loi n'a plus du reste d'utilité depuis la loi du 29 décembre 1928 qui, en modifiant l'article 463, déclare que cet article s'applique dans tous les cas où une disposition contraire spéciale ne vient pas s'y opposer. Mais la loi du 3 avril 1928 ayant été promulguée avant cette modification du Code Pénal, il était nécessaire qu'une déclaration formelle vint permettre le jeu des circonstances atténuantes prévues par l'art. 463.

S'étant exprimée sur les circonstances atténuantes, la loi sur l'abandon de famille est demeurée muette sur l'application de la loi de sursis (Loi du 26 mars 1891). Les tribunaux pourront donc, et ils n'y manquent pas dans la pratique courante, ordonner le sursis à l'exécution de la peine pendant cinq ans.

Bien entendu, le sursis ne peut s'appliquer ni aux frais du procès, ni au paiement des dommages intérêts qui restent recouvrables, même par la voie de la contrainte par corps.

SECTION DEUXIÈME

PEINES COMPLÉMENTAIRES

Outre les peines principales que nous venons d'examiner, la loi a prévu un certain nombre de peines complémentaires facultatives qui peuvent être prononcées par les juges. Elles ne s'imposent pas à ces derniers, mais ils peuvent l'ajouter à la peine principale. En tout cas, ce sont des peines complémentaires que le condamné ne peut subir sans que le jugement l'ait expressément stipulé.

La première peine est la déchéance des droits civiques, c'est-à-dire le droit de vote et d'élection, le droit d'être éligible, d'exercer la fonction de juré, d'être nommé et d'exercer des fonctions publiques. L'existence de l'article 42 du Code Pénal, qui permet aux tribunaux correctionnels d'interdire l'exercice des mêmes droits aurait pu suffire sans qu'il fût nécessaire de recourir à une interdiction spéciale.

C'est le tribunal qui, dans son jugement, fixera la durée de cette interdiction. Au cas où la décision resterait muette sur ce point, on doit considérer qu'elle durera autant que le condamné n'aura pas été amnistié ou réhabilité...

La seconde peine complémentaire prévue par la loi est la déchéance des droits de puissance paternelle.

Le texte s'exprime ainsi : "Les pères et mères pourront en outre être déchus de la puissance paternelle".

C'est un cas de déchéance qui vient s'ajouter à ceux déjà prévus par la loi du 24 juillet 1889. Toutefois, cette dernière indique formellement (Art. 2) que les pères et mères peuvent êtres déchus de tout ou partie de leurs droits de puissance paternelle. Les dispositions en matière d'abandon de famille ne semblent pas permettre le démembrement de la puissance paternelle. Il semblerait que la déchéance dût être totale ou ne pas être.

Cependant nous pensons que c'est là une insuffisance du

texte et que le tribunal pourra priver le condamné de partie seulement des droits de puissance paternelle.

Le jugement, au cas de déchéance devra fixer, dans les termes des articles, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de la loi du 24 juillet 1889 la dévolution de la puissance paternelle, ou prendre toutes mesures relatives à l'organisation de la tutelle.

Après la réhabilitation du condamné, ce dernier pourra se faire restituer les droits de puissance paternelle qui lui auront été enlevés.

Mais cette déchéance peut-elle s'appliquer à tous les coupables d'abandon de famille ?

La rédaction légale est assez obscure.

Un père est condamné pour abandon de famille envers ses ascendants. Sera-t-il déchu de sa puissance paternelle sur ses propres enfants ? Il peut cependant les aimer et les éduquer convenablement. Ou bien le texte ne s'applique-t-il qu'aux seuls parents coupables d'abandon de famille envers leurs descendants, en les considérant comme indignes d'exercer la puissance paternelle sur ces mêmes descendants.

C'est à notre avis la seconde solution qu'il faut préférer. Observons du reste que cette déchéance ne s'applique qu'aux pères et mères. Les aïeuls qui peuvent commettre le même délit envers leurs petits-enfants ne sont pas menacés de la même peine. Et pourtant, s'ils n'ont point toute entière la puissance paternelle, ils n'en gardent pas moins certains attributs importants. Et l'on assiste à ce paradoxe qu'un grand-père ayant refusé volontairement de payer une pension alimentaire à son petit-fils, pourra quand même en être le tuteur légal et que son autorisation sera nécessaire pour le mariage de ce même petit-fils. Il y a là quelque chose d'illogique qu'il faudrait redresser.

Il va sans dire que l'interdiction des droits civiques et l'interdiction de puissance paternelle seront prononcées soit cumulativement, soit séparément par le tribunal.

Par corollaire des déchéances qui frappent le père ou la mère indignes, la loi a réglé un affaiblissement de la puissance maritale au cas où le mari est condamné pour abandon de famille.

D'abord (la loi ne le dit pas, mais cela est évident), une condamnation pour abandon de famille sera considérée comme une injure grave de nature à faire prononcer le divorce ou la séparation de corps au profit du conjoint créancier d'aliments. Cette condamnation est en quelque sorte la consécration officielle d'un manquement à l'une des obligations essentielles du mariage : celle de secours et d'assistance.

En plus la loi du 7 février 1924 a ajouté un alinéa à l'article 222 du Code Civil : Cet article prévoyait l'autorisation du juge pour contracter ou ester en justice en cas d'interdiction ou d'absence du mari. La femme pourra, depuis l'addition de la loi de 1924, solliciter la même autorisation si son mari a encouru une condamnation pour abandon de famille.

Il ne sera pas nécessaire que l'abandon ait été commis envers la femme. Celle-ci aura le droit de se faire autoriser par le juge, même si l'abandon de famille a été commis envers des ascendants ou des descendants par son mari. Les termes généraux de la loi imposent cette solution. (1)

Quelle est la portée de cette sanction ?

La femme demandera directement au tribunal, l'autorisation qui lui est nécessaire, sans solliciter l'autorisation préalable du mari, et sans que celui-ci soit entendu.

Elle procèdera par voie de requête, conformément aux articles 863 et 864 du Code de Procédure Civile.

Telles sont les peines principales et les peines complémentaires prévues par les lois des 7 février 1924 et 3 avril 1928.

Le nombre des récidives permet d'émettre quelques doutes sur leur efficacité. Le progrès incontestable que constitue la création d'un délit d'abandon de famille est certainement insuffisant. Des auteurs ont préconisé l'internement du délinquant dans une maison de travail obligatoire, comme cela se passe en Suisse et en Norvège. Nous ne croyons guère non plus à l'efficacité de cette mesure, et encore moins à celle de l'avertissement que certains parlementaires voulaient faire donner aux délinquants primaires d'abandon de famille.

(1) Contra : Casanova Op. Cit. page 96

Si l'on voulait arriver à une répression sévère, la manière la meilleure serait de supprimer la possibilité d'octroi des circonstances atténuantes et du bénéfice de la loi de sursis.

Mais ce procédé serait encore bien dangereux. Il ne permettrait pas aux magistrats de tenir compte de toutes les circonstances de fait qui souvent militent en faveur des inculpés, surtout en période de crise économique.

C'est la raison pour laquelle nous n'envisageons pas l'éventualité d'une aggravation des peines, nous bornant à émettre le vœu que les tribunaux se montrent impitoyables lorsque la mauvaise foi est flagrante

CHAPITRE QUATRIÈME

DE L'EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE

L'action publique, en matière d'abandon de famille s'éteint de plusieurs manières.

D'abord, comme tous les délits de droits commun par l'amnistie, la prescription et la chose jugée. Rien ne permet d'excepter le délit d'abandon de famille des règles générales sous ce point de vue. Puis la nécessité de la préexistence d'une condamnation au paiement d'une pension nous oblige à examiner de façon attentive le sort fait à l'action publique par la modification de cette condamnation. Nous allons examiner séparément chacun de ces points.

SECTION PREMIÈRE

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE PAR LES VOIES DE DROIT COMMUN

I. — Amnistie. — L'amnistie aura pour le délit d'abandon de famille les mêmes effets que pour les autres délits. Si lors de la promulgation de la loi, le délit existe, l'amnistie l'effacera. Si le coupable a déjà été condamné, la condamnation devra disparaître de son casier judiciaire. Seule subsistera l'action civile née du délit.

La seule question qui puisse faire quelque difficulté est la suivante : La loi d'amnistie intervient avant que le délai de trois mois soit expiré. Le délit est-il néanmoins amnistié ? Par

exemple, un individu commence de ne plus payer la pension qu'il doit le 15 novembre 1931. Survient une loi d'amnistie le 1^{er} janvier 1932. Le délit qui achèvera d'être commis le 15 février 1932 sera-t-il néanmoins amnistié ? A notre avis, le délai de trois mois courra du jour de la promulgation de la loi, toute abstention délictueuse antérieure étant effacée par la loi d'amnistie. Le délit existera donc si, à la date du 1^{er} avril 1932, le débiteur ne s'est pas acquitté.

Depuis la loi du 7 février 1924, deux lois d'amnistie ont été votées par le Parlement.

La loi du 3 janvier 1925 a amnistié le délit d'abandon de famille commis antérieurement au 12 novembre 1924 lorsqu'il s'agissait d'un délinquant primaire, (Art. 3) ayant accompli un service de six mois dans une unité combattante et pour toutes les catégories de délinquants primaires prévues par ledit article. L'abandon de famille ne figurant pas dans la liste des infractions exceptées par la loi de l'amnistie, est incontestablement effacé lorsque les coupables se trouveront dans la situation militaire indiquée par l'article 3 rappelé plus haut.

La loi du 26 décembre 1931 ne contient, par contre, aucune disposition d'amnistie pour le délit d'abandon de famille.

* * *

2. — Prescription. — Le délit que nous étudions est soumis à la prescription de trois ans du droit commun, conformément à l'article 638 du Code d'Instruction Criminelle. Le point de départ de la prescription se placera au jour où le débiteur aura repris ses paiements, le délit étant continu. A la différence de l'amnistie, la prescription de l'action publique entraîne la prescription de l'action civile.

Les peines en matière d'abandon de famille se prescrivent par cinq ans (Art. 636 Code Inst. Crim.)

Tout acte d'instruction ou de poursuite est interruptif de prescription.

* * *

3. — Chose Jugée. — Le prévenu condamné pour un premier délit ne peut plus être condamné pour le même délit

une seconde fois. De même, pour un prévenu faisant l'objet d'une ordonnance de non-lieu d'un jugement ou d'un arrêt d'acquiescement. D'une façon générale, les faits pour lesquels il a été une première fois poursuivi ne peuvent motiver une seconde poursuite.

Il faut évidemment concilier cette règle avec ce que nous avons dit de la récidive. Si le prévenu paie après sa condamnation, on ne peut plus le mettre en cause. S'il ne paie pas, étant donné la continuité du délit, l'état délictueux persiste après la condamnation et, dans ce dernier cas, la récidive existe même sans qu'un nouveau délai de trois mois ait couru.

En conséquence on ne pourra poursuivre un prévenu déjà condamné s'il s'est exécuté. Mais s'il ne l'a pas fait, il pourra être une nouvelle fois poursuivi.

* * *

Ces trois exceptions : amnistie, prescription et chose jugée peuvent seules arrêter les poursuites. Comme nous l'avons dit, celles-ci ne sont point influencées par un retrait de plainte du créancier.

Si même le débiteur payait après l'expiration du délai de trois mois, le délit n'en existerait pas moins. Il arrive cependant fréquemment devant les tribunaux correctionnels que les magistrats accordent plusieurs remises de cause pour permettre au prévenu de se libérer. La peine est alors modérée en raison de la bonne volonté du coupable. Mais elle doit nécessairement être prononcée.

SECTION DEUXIÈME

INFLUENCE DE LA MODIFICATION
DE LA CONDAMNATION A LA PENSION
SUR L'EXISTENCE DU DELIT

Aux causes d'extinction de l'action publique tirées des moyens de droit commun, il faut joindre les causes d'extinction tirées des modifications apportées à la décision de condamnation au paiement de la pension alimentaire, dont la préexistence est nécessaire pour qu'il y ait délit. Envisageons d'abord le cas où la pension est supprimée.

Si l'exécution provisoire de la première décision n'a pas été ordonnée, la possibilité d'un délit disparaîtra, aussitôt qu'une deuxième décision sera intervenue pour supprimer la pension.

Dans le cas où l'exécution provisoire du premier jugement aurait été ordonnée, il faudra attendre que la seconde décision ait acquis l'autorité de la chose jugée pour que cette possibilité disparaisse.

Mais si, sur la première décision, le débiteur ne s'est pas exécuté, le délit existera malgré la suppression de la pension. Il importe peu que cette suppression soit intervenue dans le cours des poursuites pénales. Ainsi en a fort justement décidé la Cour de Cassation par un arrêt du 21 février 1931 (Gaz. Pal. 1931. 1. 518).

Attendu que l'arrêt attaqué énonce, ainsi que s'en prévaut d'ailleurs le prévenu, pour soutenir que l'élément primordial du délit qui lui est reproché, l'existence d'une pension allouée par une décision de justice, ne se rencontre plus en la cause ; qu'à une date postérieure à la condamnation de Ch... par le tribunal correctionnel de la Seine pour abandon de famille, une des chambres civiles du même tribunal a, par jugement du 30 décembre 1929, prononcé le divorce des époux Ch... à leurs torts réciproques, et décidé qu'il n'y avait pas lieu de maintenir la pension alimentaire accordée à la femme par l'ordonnance de non-conciliation.

Attendu qu'à la date où est intervenu le jugement de divorce du 30 décembre 1929, qui d'ailleurs n'a statué que pour

l'avenir, et ne pouvait lier les juges correctionnels, le délit était définitivement consommé et que celui-ci en devait réparation...

Les mêmes solutions s'imposeront lorsque la pension aura été, non pas supprimée, mais simplement modifiée par un second jugement.

Le débiteur reste libre de faire ajuster sa dette alimentaire à ses ressources, lorsque celles-ci diminuent ou à celle de son créancier, lorsque celles-ci s'accroissent. Mais ce n'est qu'à partir du jour où cette modification sera intervenue qu'il devra payer la pension ainsi diminuée. Jusqu'à ce changement, c'est sur l'ancienne base que le débiteur doit s'acquitter. S'il ne le fait pas, il encourt incontestablement les rigueurs de la loi pénale.

Mais que se passe-t-il au cas où la décision de pension est réformée par une juridiction supérieure ou sur opposition ?

Si, bien entendu, l'exécution provisoire est ordonnée notwithstanding ces voies de recours, la question ne se pose pas. Le débiteur, même s'il a frappé d'appel ou d'opposition la décision qui le condamne, doit cependant s'acquitter, sous peine de commettre le délit.

Mais s'il intervient une décision de réformation, plusieurs cas sont à envisager :

1^o La juridiction saisie de la voie de recours maintient la condamnation prononcée. Il n'y a pas de difficulté dans cette hypothèse ;

2^o La pension primitive est augmentée. Dans ce cas, on ne saurait reprocher au prévenu de ne pas l'avoir acquittée sur la base indiquée par la juridiction d'appel. Il y a défaut d'intention coupable et par conséquent pas de délit ;

3^o La pension est diminuée. Si cette diminution intervient avant que les poursuites pénales aient abouti à une condamnation définitive, il y a lieu d'examiner si les acomptes payés par le débiteur couvrent le montant total de la condamnation civile définitive. Dans l'affirmative, la relaxe s'imposera. Dans la négative, ce sera la condamnation inévitable, puisque le versement d'acomptes est insuffisant pour effacer le délit ;

4° La pension est supprimée. Dans cette conjoncture, alors, la première décision est annulée rétroactivement, et un des éléments essentiels du délit est disparu. Si l'inculpé n'a pas payé ce que la première juridiction l'avait condamné à verser, il ne saurait cependant faire doute qu'il doit être acquitté par la juridiction répressive. Et nous ajoutons : même au cas où l'exécution provisoire aurait été ordonnée par le jugement réformé. Il va sans dire que dans toutes les hypothèses envisagées ci-dessus, il n'y aura plus rien à faire si la condamnation pour abandon de famille est devenue définitive. Il y a là quelque chose d'injuste. Car on aura condamné pénalement un individu pour n'avoir pas payé ce qu'il ne devait pas, si la suppression de la pension est ordonnée.

On peut considérer toutefois que la décision de suppression constitue le fait nouveau susceptible d'entraîner la révision du procès. Ce serait la manière de concilier le droit et l'équité.

CONCLUSION

Nous avons ainsi suivi, pas à pas, la naissance et le développement jurisprudentiel des lois de 1924 et 1928.

Après tant d'excellentes études de ces lois, nous avons apporté notre modeste contribution personnelle pour dégager les tendances actuelles de la doctrine et de la jurisprudence.

L'insuffisance cependant du texte actuel apparaît aux yeux de tout observateur. Si, pour décider l'existence du délit, les tribunaux se montrent assez sévères, par contre, dans l'application des peines, ils font preuve d'une bienveillance excessive. Le nombre croissant des poursuites, comme on va le voir par les statistiques, montre que l'effet intimidant de la loi sur l'abandon de famille est assez modéré.

Si l'on veut même nous permettre une observation, nous croyons que, quelle que soit la valeur d'une coercition pénale, il y a une mesure qui, plus qu'elle, aurait présenté une efficacité très rude. Il aurait suffi d'incorporer dans l'article 207 du Code Civil, prévoyant la réciprocité des obligations alimentaires, une disposition spécifiant que tout individu ayant commis le délit d'abandon de famille ne serait pas recevable à réclamer lui-même des aliments. Sans doute pourrait-on dire qu'il y a là une rigueur presque inhumaine à l'égard du débiteur d'aliments devenu créancier à son tour. Il serait cependant assez normal que celui-là ne puisse invoquer le bénéfice de la loi qui l'a lui-même impudemment violée. L'objection qu'on peut faire à une telle sanction, c'est qu'il n'est pas sûr que le débiteur deviendra à son tour créancier. Mais une disposition civile de ce genre compléterait utilement, croyons-nous, les dispositions du texte pénal.

Telle quelle, cependant, la loi sur l'abandon de famille re-

présente un progrès considérable de la législation. Le nombre des poursuites entamées par les Parquets prouve que l'innovation parlementaire répondait à un besoin.

Voici les statistiques fournies par le "compte-rendu de l'Administration de la Justice Criminelle" :

1924

Affaires . 884
Prévenus : 897
Citations directes : 779
Instruction : 105
Acquittés : 82
Condamnés à l'emprisonnement de trois mois et un jour à un an : 9
Condamnés à l'emprisonnement de six jours à trois mois : 299
Emprisonnement de moins de six jours : 0
Condamnés à l'amende : 507
Circonstances atténuantes } Hommes : 462
 } Femmes : 57
Bénéficiaires du sursis : 341

1925

Affaires : 1.568
Prévenus : 1.601
Citations directes : 1.378
Instruction : 188
Acquittés : 134
Condamnés à l'emprisonnement de 3 mois et un jour à un an : 27
Condamnés à l'emprisonnement de six jours à trois mois : 462
Condamnés à l'emprisonnement de moins de six jours : 0
Condamnés à l'amende : 973
Bénéficiaires des circonstances atténuantes } Hommes : 547
 } Femmes : 61
Bénéficiaires du sursis 572

1926

Affaires : 1.281
Prévenus : 1.301 { Hommes 1.218
 } Femmes 83
Citations directes : 1.158
Instruction : 123
Acquittés : 119
Condamnés à l'emprisonnement de 3 mois et jour à un an : 19
Condamnés à l'emprisonnement de six jours à 3 mois : 354
Condamnés à l'emprisonnement de moins de six jours : 16
Condamnés à l'amende : 793
Bénéficiaires des circonstances atténuantes } Hommes : 396
 } Femmes : 52
Bénéficiaires du sursis : 463

1927

Affaires : 1.810
Prévenus : 1 844 { Hommes : 1.790
 } Femmes : 54

Citations directes : 1663
Instruction : 145
Acquittés : 198
Condamnés à l'emprisonnement de trois mois et un jour à un an : 43
Condamnés à l'emprisonnement de six jours à trois mois : 506
Condamnés à l'emprisonnement de moins de six jours : 83
Condamnés à l'amende : 1.014
Bénéficiaires des circonstances atténuantes { Hommes : 621
Femmes : 39
Bénéficiaires du sursis : 512

1928

Affaires jugées : 2 749
Prévenus { Hommes : 2.630
Femmes : 164
Citations directes : 2.578
Instruction : 165
Acquittements : 256
Emprisonnement de trois mois et un jour à un an inclus : 55
Emprisonnement de six jours à trois mois : 1.029
Emprisonnement de moins de 6 jours : 41
Amende : 1.413
Circonstances atténuantes { Hommes : 792
Femmes : 74
Sursis : 836

1929

Nombre d'affaires jugées : 3.761
Prévenus : 3.872
Hommes de 18 à 21 ans : 6
Hommes de plus de 21 ans : 3.728
Femmes de 18 à 21 ans : 1
Femmes de plus de 21 ans : 137
Affaires à la requête directe de la partie civile : 7
Citations directes : 3.578
Instruction : 176
Acquittements : 286
Emprisonnement de trois mois et un jour à un an : 159
Emprisonnement de six jours à trois mois : 2.262
Emprisonnement de moins de six jours : 145
Amende : 1.020
Circonstances atténuantes { Hommes : 1.446
Femmes : 93
Sursis : 1.017

1930

Affaires jugées : 4.689
Prévenus : 4 785
Acquittements : 342
Condamnés à l'emprisonnement : 2.852
Condamnés à l'amende : 1.591

NOTA. — Les statistiques de 1930 ne sont encore qu'incomplètement dépouillées ; celles de 1931 et 1932 ne sont pas encore dépouillées.

Ces chiffres appellent quelques commentaires.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est la répugnance visible des tribunaux à prononcer des peines d'emprisonnement. Plus de la moitié des prévenus sont seulement condamnés à l'amende et les peines de prison sont encore fort souvent mitigées de la loi de sursis. Les tribunaux n'ont commencé à se montrer rigoureux qu'en 1930, l'augmentation considérable du nombre de poursuites pour cette année-là, dûe sans doute à la crise économique ayant incité les magistrats à plus de sévérité.

Ensuite, il est remarquable que, pas une seule fois, jusqu'à 1930, les tribunaux n'ont appliqué les peines complémentaires de déchéance de puissance paternelle et d'interdiction des droits civiques. On peut le regretter, mais c'est un fait. En pratique, les statistiques n'indiquent pas si, conformément à la loi de 1889, des déchéances de puissance paternelle sont demandées aux tribunaux civils à la suite de condamnations pour abandon de famille. Mais ces cas doivent être fort rares.

Il nous paraît, d'accord en cela avec l'unanimité des auteurs qui nous ont précédé qu'une refonte législative est impérieusement nécessaire.

Trop de subtilités juridiques tirées de l'insuffisance ou de l'obscurité de la loi permettent au débiteur de passer à travers les rigueurs de la loi pénale. Sans doute, un texte, si complet soit-il, ne saurait envisager tous les cas qui, dans la pratique, peuvent surgir. Il n'en reste pas moins que la refonte de la loi de 1928 s'impose.

Des auteurs comme Mlle Dorge voient dans un affaiblissement de la morale la cause véritable de l'abandon de famille. Sans nier l'importance des causes morales dans une pareille matière, nous pensons cependant qu'un simple renforcement de l'éducation morale serait insuffisant et que la crainte du gendarme est, comme dit le proverbe, le commencement de la sagesse.

Un changement dans la conscience publique, comme l'espère M. Casanova, "par la propagation des saines doctrines "de la morale chrétienne, par la lutte contre les théories et les

sophismes pernicioeux, contre les fléaux physiques, moraux et sociaux (alcoolisme, pornographie, union libre et prostitution)" supprimera-t-il l'abandon de famille ? Nous ne pensons pas que, quelle que soit la valeur d'une éducation morale, elle puisse faire un monde d'hommes parfaits.

La morale, chrétienne ou laïque, enseigne qu'un chef de famille a le devoir de soutenir les siens. C'est un devoir humain auquel on ne saurait se soustraire sans révolter la conscience. Cependant l'éducation morale ne changera pas les heurts et les froissements résultant entre époux d'une vie conjugale secouée d'orages. Elle ne fera point que les fils oublieront leurs rancunes envers des parents, rancunes surgies hélas trop souvent pour des motifs que cette éducation ne peut ni changer ni approuver. Les hommes étant les hommes, c'est à la Société de veiller à ce que l'état social ne soit pas troublé par ces querelles.

L'Etat n'a pas à se faire professeur de morale. Il se fait — c'est son rôle naturel — protecteur de l'intérêt général. Or, à ce titre, il se doit de protéger la famille, parce qu'elle est la cellule constitutive de la Société. Il ne pourra tolérer que cette société supporte les conséquences de la défaillance d'un de ses membres en face d'une obligation naturelle et sacrée.

C'est en cela que l'intérêt général, en dehors de toute considération morale, rejoint l'intérêt particulier du créancier d'aliments et c'est en ce sens que l'action du législateur doit s'exercer.

Dès lors nous déduirons que l'abandon de fait, l'abandon matériel serait, de ce point de vue, aussi coupable et devrait être puni au même titre que l'abandon de famille juridique introduit dans nos Codes par la loi de 1924.

Mais, avant de franchir cette étape, des modifications de détail sont à apporter à la loi de 1928 qui a rendu et rendra encore de réels services.

D'abord assimiler à la décision de justice la convention, au moins la convention authentique (acte notarié, procès-verbal de conciliation) pour servir de base à la poursuite pénale en cas d'inexécution.

Ensuite, déterminer que la récidive se produira, non dans les termes généraux du droit commun mais en cas de seconde poursuite, quelle qu'ait été la première condamnation.

Puis, attribuer compétence au tribunal du domicile du créancier d'aliments pour faire cesser la controverse sur cette compétence.

Il y aura lieu enfin, par dérogation au droit commun, d'incorporer dans le Code Civil une disposition rendant les pensions quérables et non portables.

La dernière modification sera pour éviter l'inscription au casier judiciaire des condamnations pour abandon de famille, intervenues en sanction d'une décision civile réformée en appel ou sur opposition par la suppression de la pension.

Le législateur qui prendra l'initiative d'une telle proposition rendra ainsi un réel service à la cause de la société en même temps, qu'à celle si digne d'intérêt, des personnes protégées par les deux lois de 1924 et de 1928.

VU

Le Doyen

(Signé) NEZARD

VU

Le Professeur, Président de la Thèse

(Signé) LEMONNIER

Caen, le 16 Décembre 1932

VU

ET PERMIS D'IMPRIMER

Caen, le 20 Février 1933

Le Recteur

(Signé) MAIGRON

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Proposition de loi de M. Louis Marin déposée à la Chambre des Députés le 20 février 1923. Documents Parlementaires du Journal Officiel Chambre. Session ordinaire de 1923. Annexe 5.619.

Chambre. — Rapport de M. Louis Guibal, député, du 3 juillet 1923, au nom de la commission de législation civile et criminelle. Journal Officiel, Annexe 6.304.

Sénat. — Transmission 10 juillet 1923, annexe 673. Rapport Gourju au nom de la commission de législation. Annexe 36.

Proposition de loi de M. Louis Marin, déposée à la Chambre des Députés le 7 avril 1925 (2^e séance). J. O. Annexe 1.540.

Chambre. — Rapport de M. Cautru du 24 mars 1927. Annexe 4.204.

Sénat. — Rapport de M. Lugol du 12 mars 1928. J. O. Annexe 340.

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX & THESES

Casanova P. — L'abandon de famille en droit pénal français. — Sirey 1931.

Chonez R. — L'abandon de famille, thèse, Paris 1929.

Colin et Capitant — Cours élémentaire de Droit Civil français, 3^e Edit. 1921.

Dorge (Mlle Th.) — L'abandon de famille, thèse, Paris 1929.

Degois. — Traité élémentaire de Droit Criminel, 2^e Edition 1922.

Eplnat P. — Des conditions d'application des lois des 7 février 1924 et 3 avril 1928. Thèse, Dijon 1930.

Garçon E. — Code Pénal Annoté.

Girault P. — L'abandon de famille, thèse, Poitiers 1927.

Goyet F. — Précis de Droit Pénal Spécial 1925.

Latreille M. — Le délit d'abandon de famille, thèse, Toulouse 1926.

Livine J. — Le délit d'abandon de famille, thèse, Rennes 1926.

Planiol et Ripert. — Traité pratique de Droit Civil.

Perreau B. — De la notion du délit continu en doctrine et en jurisprudence — Sirey 1924.

Vidal et Magnol. — Cours de Droit criminel et de Science pénitentiaire.

III. — PUBLICATIONS

Dalloz. — Recueil Hebdomadaire et Recueil Périodique.

Sirey. — Recueil Périodique.

Gazette du Palais.

Les Lois Nouvelles.

Bulletin des arrêts rendus par la Cour de Cassation en matière criminelle.

Gazette des Tribunaux.

La Loi.

Revue d'Alsace-Lorraine.



